

Art. 11. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 26 maart 2007.

Brussel, 27 september 2007.

M. KEULEN

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

[2007/202951]

**14 JUIN 2007. — Arrêté du Gouvernement wallon décidant la mise en révision du plan de secteur de Liège (planche 34/6 S) et adoptant l'avant-projet de révision en vue de l'inscription d'une zone d'extraction sur le site dit "Boyou" et de la réaffectation en zone agricole d'une zone d'extraction sur le territoire de la commune d'Oupeye (Heure-le-Romain)**

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, notamment les articles 1<sup>er</sup>, 13, 22, 23, 32, 35, 41 et 42 à 46;

Vu le schéma de développement de l'espace régional adopté par le Gouvernement wallon le 27 mai 1999;

Vu le projet de plan de secteur de Liège arrêté provisoirement le 10 décembre 1976 par le Ministre des Affaires wallonnes et de l'Aménagement du Territoire;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 26 novembre 1987 adoptant le plan de secteur de Liège;

Vu l'arrêt du Conseil d'Etat n° 77.163 du 24 novembre 1998, commune d'Oupeye e.a. contre la Région wallonne, prononçant l'annulation de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 juillet 1996 adoptant définitivement la modification partielle de la planche 34/6 S du plan de secteur de Liège portant sur l'inscription d'une zone d'extraction située au lieu-dit "Boyou" à Oupeye;

Vu le dossier de demande de révision du plan de secteur introduit par la SA Tessengerlo Chemie en 2003, complété en mai et juin 2005 et mis à jour en octobre 2006;

Vu l'accord de principe émis le 14 mars 2007 par le collège des bourgmestre et échevins de la commune d'Oupeye;

Vu l'accord favorable du 4 mai 2007 émis par la Direction générale de l'Agriculture du Ministère de la Région wallonne;

Considérant que l'objectif du Gouvernement est de répondre, dans les meilleurs délais, aux besoins d'espaces nécessaires à l'activité extractive pour les trente prochaines années;

Considérant que la SA Sotraca exploite la carrière d'Heure-le-Romain au lieu-dit "Boyou" pour le compte de la division "Chimie minérale" de la SA Tessengerlo Chemie, entreprise active depuis la fin des années 1950 dans les productions minérales de produits phosphatés, et notamment de compléments alimentaires pour le bétail; que la craie extraite est utilisée comme apport de calcium dans le processus de production de ces compléments alimentaires;

Considérant que la SA Tessengerlo Chemie est actuellement le seul producteur belge et qu'elle détient 35 % du marché européen;

Considérant que ce marché a connu un développement important ces dernières années, que la demande est forte pour des produits à haute valeur écologique (c'est-à-dire fortement assimilés par l'organisme animal) en raison de l'importance accrue des critères écologiques et de santé publique dans la production animale, due notamment à la survenance, par le passé, de l'encéphalite spongiforme bovine (ESB) en Grande-Bretagne, occasionnée par l'incorporation de déchets d'abattoirs dans l'alimentation du bétail comme apport de calcium et de phosphore; considérant que l'accroissement du marché est évalué de manière constante à environ 16 % depuis 2001, soit directement après la crise de l'ESB;

Considérant que l'utilisation de ces compléments alimentaires en agriculture permet une exploitation (culture et élevage) plus écologique et plus rentable, évitant les excès du passé (ESB, problèmes d'eutrophisation des eaux dus à des excès de phosphore dans le lisier);

Considérant qu'il y a lieu de constater l'existence d'un besoin de ce type de produit dans le secteur de l'élevage de la Région wallonne;

Considérant la haute réactivité de la craie présente au Nord d'Heure-le-Romain, sa grande pureté chimique, en particulier son absence d'oxyde de fer et d'aluminium, et son très faible taux en silice, argile et magnésie;

Considérant que le demandeur expose que, grâce à la qualité exceptionnelle de la craie utilisée, les produits finis présentent ainsi une grande pureté et une haute valeur biologique, dont la renommée dépasse les frontières de la Belgique;

Considérant que la haute réactivité dans un milieu légèrement acide de la craie utilisée dans le procédé mis en œuvre par la SA Tessengerlo Chemie nécessite des bancs de craie tendre, excluant toute utilisation de craie provenant du broyage fin de roches calcaires;

Considérant que, d'après le demandeur, il existe peu de carrières de craie dans un rayon économiquement acceptable, présentant les qualités biochimiques équivalentes, et aucun autre gisement connu et exploitable à des coûts environnementaux comparables dans la région : les bancs de craie des régions de Dour, Maastricht, Aix-la-Chapelle et Glons, entre autres, ne sont pas utilisables par la SA Tessengerlo Chemie;

Considérant que le gisement de craie blanche d'Heure-le-Romain est beaucoup plus vaste que l'exploitation projetée s'étendant à la fois à l'Ouest, au Nord et à l'Est du périmètre envisagé;

Considérant l'inclinaison des bancs de un à deux degrés vers le Nord-Nord-Est;

Considérant que les autres possibilités d'extraction répertoriées sur ce gisement sont plus difficilement accessibles en raison de leur profondeur, ce qui impliquerait de découvrir davantage et d'atteindre l'aquifère, le gisement s'enfonçant plus en profondeur vers le Nord, présentant des failles géologiques;

Considérant que ces autres possibilités sont non seulement moins accessibles techniquement, mais également limitées par la proximité des villages, de l'oléoduc de l'OTAN et des canalisations Fluxys;

Considérant que le site "Boyou" à Heure-le-Romain semble, en l'occurrence, être l'endroit le plus indiqué pour inscrire une zone d'extraction permettant l'extraction de craie blanche pure pour les besoins de la SA Tessengerlo Chemie;

Considérant que, du point de vue du bon aménagement du territoire, il est en outre préférable de continuer une extraction déjà entamée (celle-ci ayant été entamée régulièrement) plutôt que de découvrir une nouvelle zone et de multiplier les sites d'extraction disséminés sur le territoire;

Considérant que la révision devrait également permettre de réhabiliter les terrains déjà exploités et de terminer l'exploitation des terrains ayant déjà fait l'objet d'une découverture;

Considérant que la SA Tessenderlo Chemie procède au mélange de la craie extraite avec une quantité similaire d'autres craies de qualité inférieure issues de la carrière d'Haccourt-Hallembaye au lieu-dit "Hauts de Froidmont", ce mélange permettant d'assurer un niveau de qualité de production suffisant;

Considérant que le demandeur expose en outre qu'il convient, pour les besoins de sa production, de maximiser la durée de vie de l'exploitation de cette craie; qu'à cette fin, l'exploitant prend soin de mener une exploitation fine et soignée pour ne prélever du site que la craie pure et préserver au maximum les qualités du produit;

Considérant en outre qu'il n'y a pas lieu de craindre l'épuisement de la ressource par la modification projetée, d'une superficie très limitée par rapport au gisement;

Considérant dès lors que ce projet de révision du plan de secteur est conforme au schéma de développement de l'espace régional (SDER), adopté le 27 mai 1999, en ce qu'il permet une utilisation parcimonieuse des ressources du sous-sol; que le SDER prône également en termes d'enjeux des modes d'exploitation qui ne déprécient pas la valeur foncière des biens immobiliers situés à proximité des sites d'extraction, qui limitent les nuisances au voisinage et respectent l'environnement et le patrimoine naturel (SDER, p. 52);

Considérant que le processus d'extraction, que l'on peut qualifier de "à la cuillère" plutôt que "à la grande pelle" répond en tous points à ces prescriptions car il permet de n'extraire au fur et à mesure que les quantités strictement nécessaires, et uniquement la craie, sans résidus, en séparant les autres couches et roches; que ceci a pour conséquence un respect de l'environnement et du patrimoine naturel;

Considérant que l'exploitation de la craie d'Heure-le-Romain s'inscrit dans la philosophie du SDER, en ce que la craie extraite est un produit à haute valeur ajoutée, dont l'extraction n'est pas soumise à une pression écologique due à de longs transports, ou à des modes d'extraction engendrant des nuisances particulières;

Considérant que la SA Tessenderlo Chemie consomme en moyenne de 180 000 à 200 000 tonnes de craie par an, ce qui correspond à la production moyenne provenant de la carrière "Boyou" de 95 000 tonnes par an, soit un volume net de 50 000 m<sup>3</sup> par an;

Considérant que la carence d'approvisionnement en craie engendrerait des difficultés récurrentes pour la production de compléments alimentaires pour le bétail par la SA Tessenderlo Chemie;

Considérant que la production de craie contribue à l'emploi de 750 personnes sur les sites de production et au siège administratif et commercial de la SA Tessenderlo Chemie, un effet positif sur la balance des paiements de la Belgique (de l'ordre de 20 à 30 millions d'euros); que le demandeur de la révision spécifie que le total des achats de la division "Chimie Minérale" de la SA Tessenderlo Chemie dans la province de Liège a été estimé à 10 millions d'euros;

Considérant que l'exploitation de la craie pour le compte de la SA Tessenderlo Chemie engendre un emploi direct à temps partiel d'une personne pour l'extraction proprement dite et d'une personne technico-administrative employés par la SA Sotraca, de six chauffeurs employés par un sous-traitant, ainsi que l'emploi indirect que génère classiquement ce genre d'exploitation;

Considérant que le déplacement des terres de découverture et le réaménagement procurent du travail pour des entreprises sous-traitantes;

Considérant que, grâce à la qualité particulière de la craie qui lui permet de rentrer dans le processus de production de compléments alimentaires, l'intérêt économique de la révision du plan de secteur réside davantage dans la création d'emplois indirects issue du processus industriel et de l'utilisation en agriculture que dans le nombre d'emplois directs générés sur le site;

Considérant que la géologie locale a été établie par observations directes effectuées dans l'exploitation en cours ainsi que sur base de forages de reconnaissance réalisés dans la partie Nord du site et de l'étude de caractérisation de l'ancienne carrière Electrabel au lieu-dit "Thier Simon";

Considérant que la présence de craie blanche (calcsiltite) a été confirmée, à l'Ouest, au Nord et à l'Est de l'actuelle fosse d'extraction, dans le cadre de l'inventaire des ressources du sous-sol finalisé en 1999 par l'Université de Liège pour le plan de secteur de Liège;

Considérant que, d'après cette étude, il est nécessaire d'inscrire environ quinze hectares bruts de réserves de gisement pour permettre la poursuite de l'exploitation et fournir la moitié des besoins de la SA Tessenderlo Chemie à un horizon de trente ans, tel que prévu par le SDER;

Considérant que, sur base d'une épaisseur maximale exploitable de 20 mètres, la SA Tessenderlo Chemie estime que sa demande de révision de plan de secteur devrait permettre de couvrir ses besoins pendant les 35 prochaines années;

Considérant qu'au vu de ces éléments, il apparaît que la modification projetée du plan de secteur visant à inscrire une zone d'extraction est justifiée par des besoins économiques et sociaux;

Considérant que le choix du demandeur est de ne pas pratiquer d'exploitation intensive, celle-ci étant à dessein menée avec peu de moyens techniques et humains afin de préserver la qualité de la craie et d'assurer un approvisionnement à long terme;

Considérant que ce type d'exploitation engendre peu de nuisances; que le modus operandi de l'extraction est de type léger (pas de tir de mines, de concassage-criblage,...); qu'il implique l'usage d'une seule pelle hydraulique maniée par une personne, travaillant par intermittence;

Considérant l'accessibilité routière du site aux autoroutes A13 par la RN618 et à E25 par la RN671 et la RN602, moyennant la traversée de villages; que l'exploitant s'est engagé à déplacer la voirie d'accès au site vers l'Ouest sur la rue du Boyou, à l'opposé du centre du village, face au cimetière;

Considérant que, par rapport au périmètre adopté le 13 juillet 1996, le périmètre retenu a été réduit à l'Est pour éviter une trop forte proximité par rapport au centre du village d'Heure-le-Romain;

Considérant que l'exploitation de la carrière de craie telle qu'envisagée par le projet de révision est une activité compatible avec le bon aménagement des lieux, pour autant que des dispositifs d'isolement réduisant dans une proportion suffisante les nuisances potentielles pour le voisinage soient mis en place, ce qui relève des conditions d'exploitation devant être imposées dans le permis unique;

Considérant que l'exploitation ne descendra pas sous le niveau de la nappe et n'est pas située à proximité d'un périmètre de prévention de captage d'eau potable;

Considérant le faible intérêt biologique des terrains concernés par la nouvelle exploitation;

Considérant l'existence dans l'inventaire établi par l'ADESA d'un périmètre d'intérêt paysager au Nord du site et d'un périmètre à l'Ouest du site;

Considérant que les terrains n'ayant pas encore fait l'objet d'une découverte et d'une exploitation sont utilisés par l'agriculture; que les sols, principalement limoneux à drainage favorable et à horizon B textural, sont très aptes à l'agriculture;

Considérant l'existence de canalisations Fluxys et d'une canalisation de l'Otan au Nord du site;

Considérant que le périmètre faisant l'objet du projet de zone d'extraction est cohérent en ce qu'il a été défini, sur base des limites suivantes :

- à l'Est, par la présence directe, au-delà du sentier n° 35, au lieu-dit "Thier Simon", de l'ancienne carrière Electrabel située en zone d'extraction, caractérisée par une fosse partiellement remblayée;

- au Nord par un chemin agricole;

- au Nord-Ouest, par la rue du Boyou;

- à l'Ouest par un talus situé en zone d'habitat à caractère rural;

- au Sud par la limite de la zone d'habitat à caractère rural en ruban de la rue du Boyou;

Considérant que les parcelles cadastrées Oupeye, Heure-le-Romain - Section A, n<sup>os</sup> 70e, 83e, 83h et 83k, correspondant à la fosse d'extraction initiale étaient inscrites en une zone d'extraction de 5,4 ha au projet de plan de secteur de Liège arrêté provisoirement le 10 décembre 1976 par le Ministre des Affaires wallonnes et de l'Aménagement du Territoire;

Considérant que la CRAT, dans son avis du 11 mars 1986, a considéré la carrière "Boyou" comme désaffectée; que, suivant cet avis, ces terrains ont été inscrits en zone agricole à rénover au plan de secteur de Liège, arrêté par l'Exécutif régional wallon du 26 novembre 1987;

Considérant que l'exploitation des parcelles cadastrées Oupeye, Heure-le-Romain - Section A, n<sup>os</sup> 99c et 99d est couverte par des permis de bâtir et d'exploiter délivrés respectivement en date du 19 février 1990 par la commune d'Oupeye et en date du 17 mai 1990 par la députation permanente du conseil provincial de Liège;

Considérant que la SA SOTRACA a introduit une demande de modification partielle du plan de secteur de Liège en mars 1990, puis en août 1993, visant à inscrire une zone d'extraction sur des parcelles sises en zone agricole;

Considérant qu'une première révision du plan de secteur a été adoptée par le Gouvernement wallon par arrêté du 18 juillet 1996, portant sur l'inscription d'une zone d'extraction de 20 ha;

Considérant que cet arrêté du Gouvernement du 18 juillet 1996 fut suspendu, puis annulé par le Conseil d'Etat, par des arrêts de suspension, n° 67.126 du 27 juin 1997, et d'annulation, n° 77.163 du 24 novembre 1998, aux motifs que l'intérêt économique, qui fondait l'utilité publique de la révision du plan de secteur, n'était pas étayé dans le dossier administratif, que les alternatives n'avaient pas fait l'objet d'un examen dans le dossier de demande, que le Gouvernement n'avait pas justifié la régularisation de la situation existante par des raisons sérieuses et graves et que le réaménagement était "aléatoire";

Considérant que la procédure actuelle de révision de plan de secteur définie par les articles 42 à 46 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine ne fait plus explicitement référence à la notion d'utilité publique;

Considérant que le besoin économique d'un matériau de cette qualité est établi, notamment par ses retombées bénéfiques pour le secteur de l'agriculture, secteur qu'il convient de préserver en Région wallonne; qu'en outre, l'apport environnemental qui résulte de l'utilisation du produit fini élaboré à partir de la craie concernée est établi;

Considérant que la présente révision poursuit les trois objectifs suivants : l'extraction de 11,0 ha de terrains non encore exploités, la confirmation de l'exploitation de 2,8 ha des terrains déjà découverts et partiellement exploités et le réaménagement de 4,9 ha de terrains déjà exploités;

Considérant que les éléments exposés ci-avant démontrent que le site dit "Boyou" à Heure-le-Romain (Oupeye) constitue le seul gisement de craie pure permettant d'entrer dans le processus de production développé par la SA Tessengerlo Chemie à des coûts techniques et environnementaux proportionnés;

Considérant que cette absence d'alternative crédible devra être validée par l'auteur de l'étude d'incidences de plan;

Considérant que c'est la qualité de la craie et non la présence de l'actuelle fosse qui justifie la localisation de la révision de plan de secteur visant à inscrire une zone d'extraction permettant de répondre aux besoins de la SA Tessengerlo Chemie;

Considérant, que le Conseil d'Etat n'exclut pas qu'une révision du plan de secteur soit opérée en régularisation d'une activité existante, pour autant que l'autorité n'ait pas, ce faisant, été infléchie par le poids du fait accompli;

Considérant que la confirmation des permis accordés, sous la forme d'une inscription en zone d'extraction des 2,8 ha de terrains ayant déjà fait l'objet d'une découverte et d'un début d'exploitation, se justifie non pas par le poids du fait accompli, mais bien par la qualité de la craie et les faibles nuisances générées, justifiant la poursuite de l'exploitation;

Considérant que les nécessités d'approvisionnement de la SA Tessengerlo Chemie en craie de cette qualité relèvent d'une raison impérieuse;

Considérant que la parcelle cadastrée Oupeye, Heure-le-Romain - Section A, n° 70e, dite parcelle Dardenne a fait l'objet d'un réaménagement et qu'il s'indique de maintenir son affectation agricole;

Considérant que les autres parcelles exploitées présentent un relief relativement accidenté n'en permettant aucun usage effectif; considérant que le nivellement des terres de découverte permettrait de leur rendre une affectation agricole;

Considérant que le réaménagement de ces terrains déjà exploités doit être imposé comme préalable à la mise en exploitation de terrains inscrits au Nord et à l'Ouest de la fosse actuelle; que le réaménagement d'une carrière n'est pas dans les activités autorisables en zone agricole; qu'il s'indique dès lors d'inscrire le périmètre concerné par les terrains déjà exploités en zone d'extraction avec une prescription supplémentaire limitant les activités autorisables au réaménagement et imposant une réversibilité en zone agricole au terme du réaménagement;

Considérant que l'exploitation, le réaménagement et la réversibilité en zone agricole des parcelles cadastrées Oupeye, Heure-le-Romain - Section A, n<sup>os</sup> 85, 86, 87 et 95, sur une superficie de 1,8 ha, devrait permettre un réaménagement et une affectation cohérente de toute la partie Sud-Ouest du site "Boyou";

Considérant que l'exploitant s'est engagé à céder à la commune, pour l'euro symbolique, les terrains réaménagés qui sont sa propriété, ou qui seront sa propriété en vertu des promesses de ventes actuellement conclues (parcelles cadastrées Oupeye, Heure-le-Romain - Section A, n<sup>os</sup> 85, 86, 87, 95, 99c, 99d pour une superficie d'environ 5 ha;

Considérant que l'article 46, § 1<sup>er</sup>, du Code impose que l'inscription d'une nouvelle zone destinée à l'urbanisation soit compensée par la modification équivalente d'une zone existante destinée à l'urbanisation en zone non destinée à l'urbanisation ou par toute compensation alternative définie par le Gouvernement;

Considérant que la zone d'extraction située à Oupeye (Heure-le-Romain), au Nord-Ouest du site, au lieu-dit "Xhavée de Froidmont", d'une superficie de 8,1 ha, n'a pas fait l'objet d'une exploitation; que l'épaisseur de la couverture limoneuse et la profondeur de la craie par rapport au niveau de la nappe limitent l'intérêt économique de l'exploitation; que les sols, principalement de type limoneux à drainage favorable et à horizon B textural, sont très aptes à l'agriculture; qu'elle est traversée par un oléoduc de l'OTAN et par des canalisations Fluxys; qu'elle se situe partiellement dans un périmètre d'intérêt paysager inventorié par l'ADESA; que l'affectation agricole est la plus adéquate;

Considérant que les changements d'affectation prévus correspondent aux possibilités d'aménagement existantes de fait et de droit;

Considérant, compte tenu de ce qui précède, qu'il s'indique de modifier le plan de secteur de Liège adopté le 26 novembre 1987, à Oupeye (Heure-le-Romain), en ce qui concerne les portions de territoire suivantes :

- l'inscription de 4,9 ha de zone agricole, déjà exploitée, située au lieu-dit "Boyou" en zone d'extraction avec prescription supplémentaire spécifique imposant un réaménagement et une réversibilité de l'affectation en zone agricole,

- l'inscription de 1,8 ha de zone agricole, située au lieu-dit "Boyou", en zone d'extraction avec prescription supplémentaire imposant une réversibilité de l'affectation en zone agricole;

- l'inscription de 2,8 ha de zone agricole située au lieu-dit "Boyou" en zone d'extraction,

- l'inscription de 8,9 ha de zone agricole et de 0,3 ha de zone d'habitat à caractère rural situées au lieu-dit "Boyou" en zone d'extraction avec prescription supplémentaire imposant un réaménagement préalable des terrains déjà exploités;

- l'inscription de 8,1 ha de zone d'extraction, situé au lieu-dit "Xhavée de Froidmont" en zone agricole;

Considérant que le réaménagement des 4,9 ha de zone agricole ayant déjà fait l'objet d'une exploitation, située au lieu-dit "Boyou", peut être considéré comme une compensation alternative suffisante pour couvrir l'affectation temporaire de ces terrains en zone d'extraction;

Considérant que les 8,1 ha de compensations planologiques "Xhavée de Froidmont" ne couvrent que partiellement le solde des 13,5 ha de nouvelles zones destinées à l'urbanisation inscrites au "Boyou";

Considérant qu'il s'indique d'imposer, à la SA Tessengerlo Chemie, outre la cession de 5 ha de terrains à la Commune d'Oupeye, le versement d'une somme de 50.000 € en guise de contribution à des projets d'intérêt général développés par la Commune d'Oupeye, au titre de compensation alternative;

Considérant la délibération du Collège communal d'Oupeye en date du 30 mai 2007, relative à l'affectation de la somme de 50.000 € qui sera versée par la SA Tessengerlo Chemie au titre de compensation alternative;

Considérant que l'ensemble des compensations constituent un apport positif de la révision pour la collectivité;

Considérant que la révision de plan de secteur permettra une cohérence paysagère et une réhabilitation de l'ensemble du site, soit sur une superficie d'environ 4,9 ha de terrains ayant fait l'objet d'une extraction; 2,8 de terrains faisant actuellement l'objet d'une extraction; 11 ha de terrains qui pourront faire l'objet d'une extraction après l'entrée en vigueur de la révision de plan de secteur, dont 1,8 ha qui feront l'objet d'une réversibilité d'affectation;

Considérant que le projet considéré répond au prescrit de l'article 1<sup>er</sup> du CWATUP en ce qu'il a pour objectif de permettre à des coûts environnementaux proportionnés la production d'un produit à haute valeur ajoutée, qui répond à un besoin réel et présente des incidences très positives sur le secteur agricole, tout en assurant le maintien d'un environnement de qualité, dans le respect du développement durable,

Décide :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le Gouvernement wallon décide la mise en révision du plan de secteur de Liège en vue de l'inscription de zones d'extraction et de la désaffectation d'une zone d'extraction.

**Art. 2.** Il adopte l'avant-projet de révision du plan de secteur, selon le plan annexé qui comprend l'inscription, sur le territoire des communes de Oupeye, Heure-le-Romain (planche 34/6 Sud) :

- d'une zone d'extraction marquée de la surimpression \* S.24;

- d'une zone d'extraction marquée de la surimpression \* S.25;

- d'une zone d'extraction;

- d'une zone d'extraction marquée de la surimpression \* S.26;

- d'une zone agricole.

**Art. 3.** La zone marquée de la surimpression \* S.24 est réservée aux activités nécessaires à son réaménagement. La réversibilité en zone agricole de l'affectation est effective à l'issue du réaménagement.

**Art. 4.** La zone marquée de la surimpression \* S.25 est couverte par une réversibilité en zone agricole de l'affectation, à l'issue de l'exploitation et du réaménagement.

**Art. 5.** Le réaménagement complet des zones visées par les prescriptions supplémentaires \* S.24 et \* S.25 et la cession de 5 ha de terrains de la SA Tessengerlo à la Commune d'Oupeye constituent des préalables à toute exploitation de la zone marquée de la surimpression \* S.26.

**Art. 6.** Le Gouvernement impose à titre de compensation alternative :

- le réaménagement de la zone d'extraction marquée de la surimpression \* S.24;

- la cession pour l'euro symbolique à la commune d'Oupeye de la partie des terrains concernés qui sont propriété du demandeur;

- le versement par la SA Tessengerlo d'une compensation financière d'un montant de € 50.000, en guise de contribution aux projets d'intérêt général suivant développés par la commune d'Oupeye :

- \* le réaménagement des plaines de jeux des écoles Centre et Briquet d'Heure-le-Romain;

- \* le réaménagement du préau de l'école Briquet;

- \* la mise en œuvre de fiches projets du futur plan communal de développement de la nature.

**Art. 7.** Le versement de la compensation financière constitue un préalable à l'octroi de tout permis visant l'exploitation des zones d'extraction inscrites au plan de secteur par le présent arrêté.

**Art. 8.** Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial est chargé de soumettre le projet de contenu d'étude d'incidences de plan ci-annexé, pour avis, à la Commission régionale de l'aménagement du territoire et au Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable, puis de le lui représenter pour adoption.

Namur, le 14 juin 2007.

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,  
A. ANTOINE

#### Annexe

##### Annexe 1<sup>re</sup> au cahier des charges

### Avant-projet de révision du plan de secteur de LIEGE en vue de l'inscription d'une zone d'extraction sur le site dit "Boyou" et de la réaffectation en zone agricole d'une zone d'extraction sur le territoire de la commune d'Oupeye (Heure-le-Romain)

#### CONTENU DE L'ETUDE D'INCIDENCES DE PLAN

1. L'avant-projet de révision du plan de secteur de Liège (planche 34/6 S) adopté par l'arrêté du Gouvernement wallon du ..... comporte l'inscription :

- d'une zone d'extraction marquée de la surimpression \* S.24;
- d'une zone d'extraction marquée de la surimpression \* S.25;
- d'une zone d'extraction marquée de la surimpression \* S.26;
- d'une zone d'extraction sans surimpression;
- d'une zone agricole.

La zone marquée de la surimpression \* S.24 est réservée aux activités nécessaires à son réaménagement. La réversibilité en zone agricole de l'affectation est effective à l'issue du réaménagement.

La zone marquée de la surimpression \* S.25 est couverte par une réversibilité en zone agricole de l'affectation, à l'issue de l'exploitation et du réaménagement.

Le réaménagement complet des zones visées par les prescriptions supplémentaires \* S.24 et \* S.25 et la cession de 5 ha de terrains de la SA Tessenderlo à la commune d'Oupeye constituent des préalables à toute exploitation de la zone marquée de la surimpression \* S.26.

L'arrêté comporte trois propositions de compensation alternative :

- le réaménagement de la zone d'extraction marquée de la surimpression \* S.24;
- la cession pour l'euro symbolique à la commune d'Oupeye de la partie des terrains concernés qui sont propriété du demandeur;
- le versement par la SA Tessenderlo d'une compensation financière d'un montant de € 50.000 au bénéfice de projets d'intérêt général initiés par la commune d'Oupeye.

2. Ampleur de l'étude d'incidences et degré de précision des informations (article 42, alinéa 2 du CWATUP)

##### 2.1. Ampleur

La réaffectation en zone agricole d'une zone d'extraction, prévue au titre de compensation planologique à l'inscription de la nouvelle zone d'extraction (article 46, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 3<sup>o</sup> du CWATUP), vise à ne pas mettre en œuvre une zone urbanisable inscrite au plan de secteur en vigueur et à maintenir la situation de fait.

Cette modification d'affectation n'est pas susceptible d'avoir des incidences non négligeables sur l'environnement. En outre, la question de l'opportunité de cette réaffectation ne se pose pas compte tenu des contraintes à l'exploitation (canalisations OTAN et FLUXYS et nappe phréatique).

Il en est de même pour la compensation financière et de la cession pour l'euro symbolique à la commune d'Oupeye, de la partie des terrains concernés qui sont propriété du demandeur.

Il n'est donc pas nécessaire que ces éléments fassent l'objet d'une évaluation environnementale.

L'évaluation environnementale portera dès lors sur :

- l'inscription des quatre parties de zone d'extraction;
- le réaménagement des parties de zone d'extraction marquées des surimpressions \* S.24 et \* S.25.

##### 2.2. Degré de précision des informations

Le cahier spécial des charges retenu ci-dessous constitue un document-type dont le degré de précision est considéré comme suffisant au regard de l'article 42 du Code.

L'examen des caractéristiques humaines, socio-économiques et environnementales se fait à l'échelle du contexte territorial général (phase 1) et à l'échelle microgéographique du territoire d'étude des vulnérabilités et contraintes environnementales (phase 2).

#### Phase 1

##### Chapitre I<sup>er</sup>. — Description de l'avant-projet de plan

1. *Objet de la révision de plan de secteur* (article 42, 1<sup>o</sup>)

*Localisation et superficie de la (des) zone(s) d'extraction (ou autres zones et/ou périmètre(s) prévu(s) à l'article 40 du Code) inscrite(s) à l'avant-projet de plan :*

- *localisation exacte (province, commune(s), lieu-dit, rue, n<sup>o</sup> de planche IGN, coordonnées Lambert) et illustration sur cartes routière et topographique (1/50 000<sup>e</sup> et 1/10 000<sup>e</sup>) + orthophotoplan au 1/10 000<sup>e</sup>;*

- *parcelles cadastrales concernées par la révision de plan de secteur reportées sur fond IGN au 1/10 000<sup>e</sup> et 1/25 000<sup>e</sup>, préciser la superficie totale propriété du demandeur, copie des accords de mise à disposition des terrains,...;*

*affectations au plan de secteur (actuelles et projetées) (cartes 1/10 000<sup>e</sup> et 1/25 000<sup>e</sup>), préciser les superficies des zones dont l'affectation change (y compris les périmètres prévus à l'article 40 du Code).*

*Le cas échéant, préciser les prescriptions supplémentaires prévues (cf. article 41 du Code).*

2. *Identification et explicitation des objectifs de la révision de plan de secteur (article 42, 1°)*

*Il s'agit d'une mise en évidence et d'une compréhension des objectifs du Gouvernement visés dans l'arrêté d'avant-projet de plan.*

*Il ne s'agit pas d'un recopiage, ni d'une interprétation.*

3. *Analyse critique de la compatibilité des objectifs de l'avant-projet au regard des plans et programmes pertinents (article 42, 1°)*

*Cette analyse doit comporter, entre autres, la vérification de la compatibilité des objectifs de l'avant-projet avec les enjeux présentés dans les documents régionaux réglementaires et d'orientation, à savoir le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, ainsi que les différents plans et programmes, tels le Schéma de Développement de l'Espace régional, le Plan d'Environnement pour le Développement durable, le Contrat d'Avenir pour la Wallonie actualisé,...*

*Il ne s'agit pas ici de résumer les objectifs desdits documents régionaux mais bien d'analyser les objectifs de l'avant-projet au regard de ces documents.*

*Chapitre II. — Justification socio-économique  
de l'extension ou de la création d'une zone d'extraction au plan de secteur*

Ce chapitre vise à vérifier si les terrains inscrits en zone d'extraction au plan de secteur au sein d'un territoire pertinent (à identifier) permettent de répondre à la demande et à identifier les principaux impacts socio-économiques de la révision du plan de secteur (article 42, 2°).

1. *Evaluation du besoin*

1.1. *Caractéristiques du produit*

Spécificités, valeur ajoutée et usages du produit, identification des produits concurrents ou de substitution et des avantages et inconvénients comparatifs du produit considéré par rapport aux produits concurrents, type de transport utilisé et part des transports dans le coût du produit.

1.2. *Evaluation de la demande*

Il s'agit ici d'évaluer les perspectives de production de l'exploitant en fonction des perspectives du marché du matériau extrait.

1.2.1. *Marché global du matériau : situation actuelle et perspectives de développement*

Evaluer les débouchés actuels (effectifs et potentiels) du matériau extrait en fonction de ses divers usages (préciser le cas échéant l'intérêt patrimonial de la roche extraite) et de l'échelle du marché (l'aire de chalandise), du local à l'international. Si l'exercice est pertinent, citer et localiser sur une carte les principales entreprises actuellement clientes (effectives et potentielles) et l'intérêt qu'elles peuvent tirer de la mise en exploitation du site; dans le cas contraire, cartographier et caractériser l'aire de chalandise.

- Evolution du marché dans les 30 prochaines années : on prendra notamment en considération l'évolution des usages du produit, le développement des produits de substitution et l'évolution prévisible des coûts de transport.

1.2.2. *Position occupée par l'entreprise sur le marché (actuel et futur)*

- Identification de la concurrence tant régionale qu'internationale extrayant le même matériau et s'adressant à la même aire de chalandise (localiser chacun des sites concurrents sur une carte).

- Estimation de la part relative de l'entreprise dans le marché défini ci-dessus.

Perspectives de croissance de l'entreprise en fonction de l'évolution du marché et des perspectives de production des entreprises concurrentes (prendre également en considération les demandes de révision de plan de secteur).

1.2.3. *Conclusion sur les perspectives de production de l'entreprise à 30 ans.*

1.2. *Evaluation de l'offre*

Il s'agira ici d'évaluer l'offre du matériau à extraire pouvant répondre tant quantitativement que qualitativement à la demande validée au point 1.2.3.

Cette évaluation se fera en deux temps.

Dans un premier temps, on examinera la zone d'extraction actuellement exploitée.

Dans un second temps, on examinera les zones d'extraction correspondant à un gisement de même nature, inscrites au plan de secteur au sein de l'aire de chalandise déterminée précédemment, ne correspondant pas aux perspectives de développement des entreprises concurrentes identifiées au point 1.2.2.

Pour chacun de ces sites, qui seront localisés sur une carte, il y aura lieu de préciser les caractéristiques du gisement : qualité des roches (analyses physico-chimiques disponibles ou labels de qualité), réserves estimées (expliquer les méthodes de calcul) et exploitabilité.

Il y aura également lieu de vérifier l'accessibilité du site et la présence des infrastructures nécessaires, la possibilité d'exploiter en fonction des principales occupations du sol (effets d'incompatibilité de l'activité extractive avec les autres occupations du sol et les activités humaines) ainsi que la localisation du site par rapport à l'exploitation existante et aux entreprises clientes actuelles et futures.

1.4. *Conclusion sur l'évaluation des besoins.*

Il s'agit ici de conclure sur la nécessité d'étendre ou de créer une zone d'extraction au plan de secteur au sein de la zone de chalandise identifiée.

2. *Impacts socio-économiques.*

Il s'agit ici d'estimer l'activité économique induite (tant en amont qu'en aval) par l'exploitation, l'emploi direct et indirect créé et les retombées financières générées (taxes, redevances,...).

\*\*\*

*Chapitre III. — Validation de la localisation de l'avant-projet.  
Identification et analyse des variantes de localisation*

Il s'agit ici, à l'échelle de l'aire de chalandise, de valider ou non la localisation de l'avant-projet :

- au regard des options régionales qui s'appliquent à ce territoire;

- en fonction des critères de localisation identifiés au point 1.3.

et, s'il échet, de rechercher des variantes de localisation au sein de ce territoire (article 42, 11°).

1. *Transcription spatiale des grandes options régionales.*

Il s'agit de transcrire, sur le territoire constituant l'aire de chalandise, les options prévues par les documents régionaux d'orientation (SDER, PEDD, Contrat d'Avenir, plans stratégiques transversaux,...).

2. Explication des principaux critères de localisation répondant aux objectifs de l'avant-projet tels que validés au point 3 du chapitre I<sup>er</sup>.

On examinera en tous cas les éléments suivants :

2.1. Caractéristiques du gisement : qualité des roches (analyses physico-chimiques disponibles ou labels de qualité), réserves estimées (expliquer les méthodes de calcul) et exploitabilité.

2.2. Localisation du site par rapport à l'exploitation existante et aux entreprises clientes actuelles et futures.

2.3. Accessibilité

2.4. Présence d'infrastructures nécessaires.

2.5. Possibilités d'exploitation en fonction des principales occupations du sol (effets d'incompatibilité de l'activité extractive avec les autres occupations du sol et les activités humaines)

Validation de la localisation de l'avant-projet.

Il s'agit ici de vérifier que la localisation de l'avant-projet n'entre pas en contradiction avec les options régionales identifiées au point 1. et respecte les critères de localisation explicités au point 2.

4. Recherche et présentation d'alternatives de localisation à l'avant-projet

Il s'agit ici de rechercher des alternatives de localisation à l'avant-projet en appliquant au territoire de l'aire de chalandise les critères de localisation dégagés au point 2. en tenant compte des options régionales identifiées au point 1.

Ces variantes de localisation seront brièvement présentées

5. Sélection d'alternatives de localisation.

Il s'agit ici de comparer l'avant-projet et les variantes de localisation au regard :

- des options régionales;
- des critères de localisation;
- des potentialités et contraintes humaines, socio-économiques et environnementales du territoire de l'aire de chalandise;
- des coûts de mise en oeuvre à charge de la collectivité;
- et de sélectionner une ou plusieurs variantes de localisation.

Si aucune alternative de localisation ne répond mieux aux critères de localisation que l'avant-projet, il n'y a pas lieu de sélectionner d'alternative

## Phase 2

### Chapitre IV. — Identification et analyse des contraintes et potentialités des sites de l'avant-projet et des variantes de localisation

#### 1. Description du cadre réglementaire

##### 1.1. Zones et périmètres d'aménagement réglementaires

1.1.1. Niveau régional (*plan de secteur, règlement régional d'urbanisme, plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique, règlement général sur les bâtisses en site rural,...*).

1.1.2. Niveau communal (*plan particulier d'aménagement, plan communal d'aménagement, plan communal d'environnement pour le développement durable, plan communal de développement de la nature, schéma de structure communal, règlement communal d'urbanisme, plan communal général d'égouttage,...*).

##### 1.2. Biens soumis à une réglementation particulière

1.2.1. Faune et flore (*statut juridique des bois et forêts, parc naturel, réserves naturelles, périmètres Natura 2000, sites d'intérêt communautaire (ZSC), habitats naturels (Décret du 06/12/2001) et espèces d'intérêt communautaire,...*) (article 42, 5°).

1.2.2. Activités humaines (*statut juridique des voiries et voies de communication, réseau RAVeL, industries et équipements à risque majeur SEVESO,...*) (article 42, 6°).

1.3. Périmètres d'autorisation à restriction de droits civils (*lotissements existants, périmètres ayant fait l'objet d'une intervention du Fonds des calamités, biens immobiliers soumis au droit de préemption, biens immobiliers soumis à l'expropriation pour cause d'utilité publique,...*)

1.4. Périmètres inhérents aux politiques d'aménagement opérationnel (*périmètres de remembrement, de revitalisation urbaine, de rénovation urbaine, zones d'initiatives privilégiées,...*)

1.5. Sites patrimoniaux et archéologiques (*monuments et sites classés, y compris les fouilles archéologiques, patrimoine monumental de Belgique, liste des arbres et haies remarquables,...*)

6. Contraintes environnementales (*cavités souterraines d'intérêt scientifique, zones humides d'intérêt biologique, contrats de rivière, zones naturelles sensibles, sites de grand intérêt biologique, zones de protection spéciale de l'avifaune, périmètres d'intérêt paysager, périmètres de prévention rapprochée, éloignée et de surveillance des captages, zones vulnérables des principaux aquifères,...*).

7. Situation réglementaire de l'exploitation (*permis et autorisations couvrant l'activité actuelle, demandes en cours, éventuelles infractions au plan de secteur et/ou au(x) permis,...*) si l'avant-projet porte sur son extension.

#### 2. Description des caractéristiques humaines et environnementales du territoire concerné (article 42, 3°)

L'étendue de ce territoire sera adaptée suivant les caractéristiques envisagées. Elle sera spécifiée et argumentée point par point par le bureau d'études.

##### 2.1. Caractéristiques humaines

2.1.1. Cadre bâti - Biens matériels et patrimoniaux : structure urbanistique et morphologie architecturale du bâti et des espaces publics, patrimoine culturel (*sites et biens classés, zones protégées,...*), carte des densités et pôles de développement.

2.1.2. Infrastructures et équipements publics aériens et souterrains (*les voiries, les voies ferrées, les lignes électriques HT et THT, les lignes téléphoniques, les canalisations souterraines,...*) + cartographie et évolution des capacités.

2.1.3. Activités humaines (*nature et caractéristiques des activités actuelles et potentielles dont l'agriculture, les activités touristiques, les équipements socioculturels sensibles tels que home, école, crèche, hôpital, autres occupations humaines ou industrielles (Seveso) sensibles,...*).

## 2.2. Caractéristiques environnementales

2.2.1. Géologie (*à développer si nécessaire*).

2.2.2. Pédologie (*caractérisation du type de sol, qualité et rareté, joindre un extrait de la carte pédologique*).

2.2.3. Hydrologie et hydrogéologie (*bassin versant, sous-bassin, catégories de cours d'eau, plans d'eau, carte hydrogéologique, nappe aquifère (préciser le type), piézométrie, captages, zones vulnérables, zones de protection et de surveillance, zones de contrainte environnementale,...*).

2.2.4. Topographie et paysages (*géomorphologie et périmètres d'intérêt paysager, point ou ligne de vue ADESA, vision du paysage à partir du site et du site à partir des alentours + photographies,...*).

2.2.5. Air et climat (*données disponibles sur la qualité de l'air au droit des habitations et des zones d'habitat, de loisirs, des zones sensibles telles que home, école, crèche, les plus proches, pose de jauges Owen, données climatiques, direction des vents dominants, sur base des relevés de la station météorologique la plus proche, prélèvements et analyses d'air, écrans naturels, vallées encaissées, situations particulières,...*).

6. Bruits et vibrations (*sources et niveaux actuels (étude acoustique) au droit des habitations et des zones d'habitat, de loisirs, des zones sensibles telles que home, école, crèche, et des zones de risque technologique les plus proches, données existantes ou mesurées, préciser les lieux de mesures, les dates et les heures*).

7. Faune et flore (*inventaire et description des espèces et des habitats, biotopes particuliers, biotopes aquatiques et palustres, présence éventuelle d'espèces et/ou de milieux protégés*).

## 3. Conclusion sur l'analyse des contraintes et potentialités des sites (article 42, 3°)

\*\*\*

### Chapitre V. — Identification des effets probables de la mise en œuvre du projet sur l'homme et l'environnement

Il s'agit de mettre en évidence les contraintes et les incidences non négligeables probables (effets secondaires, cumulatifs, synergiques, à court, à moyen et à long terme, permanents et temporaires tant positifs que négatifs) sur l'homme et l'environnement (article 42, 8°).

Lorsque la mise en œuvre de la (des) zone(s) d'extraction est phasée, les effets doivent être déterminés aux différents stades de cette mise en œuvre.

Une distinction est effectuée entre les impacts sur le site concerné par l'avant-projet ou la variante de localisation et les impacts sur les zones voisines.

Cette analyse doit être menée pour le site de l'avant-projet et des variantes de localisation.

#### 1. Impacts sur la qualité de vie (*santé, sécurité, hygiène,...*)

1.1. Cadre bâti (*relation du projet avec l'agglomération existante et les propriétés riveraines, compatibilité avec les schémas de développement éventuels, avec les équipements et l'infrastructure existants*).

1.2. Impacts sur les biens matériels et le patrimoine culturel (*monuments et sites classés et fouilles archéologiques, fissures dans les bâtiments, atteintes à la stabilité des bâtiments, disparition ou dégradation de chemins communaux et voiries, canalisation souterraines (eau, électricité, gaz, téléphone,...), lignes électriques,...*).

1.3. Charroi (*direct et indirect - nombre de camions par jour, itinéraire, charge utile, effets sur le réseau autoroutier, les infrastructures et les flux de mobilité,...*).

1.4. Tirs de mines (*vibrations au droit des habitations et des zones d'habitat, de loisirs, des zones sensibles telles que home, école, crèche, et des zones de risque technologique les plus proches, effets de site,...*).

1.5. Bruit (*au droit des habitations et des zones d'habitat, de loisirs, des zones sensibles telles que home, école, crèche, les plus proches*).

1.6. Air et climat (*poussières - installation de jauges Owen -, formation de brouillards, odeurs,...*).

1.7. Topographie et paysages (*pendant et après l'activité extractive, établir des photos de synthèse*).

2. Impacts sur les activités humaines (*activités touristiques, activités SEVESO, activités agricoles, forestières,...*) (article 42, 9°)

3. Impacts sur le sol et le sous-sol (*karst, travaux miniers, glissement de terrain, érosion, ou autres contraintes géotechniques,...*)

#### 4. Impacts sur l'hydrogéologie et l'hydrologie

4.1. Modification du régime hydrogéologique (*rabattement de nappe, tassement du sol, influence sur les captages et le réseau hydrographique,...*).

4.2. Modification du régime hydrologique (*débit et charge des cours d'eau, inondations suite au rejet d'eaux d'exhaure, disparition/apparition de zones humides,...*).

4.3. Mobilisation des ressources en eau potabilisable

#### 5. Impacts sur la faune, la flore, la biodiversité

Pendant et après la mise en œuvre du projet, altérations et pertes d'habitats faunistiques et d'écosystèmes, impacts potentiels sur les espèces et habitats d'espèces, d'intérêt communautaire, périmètres Natura 2000,... (législation sur la conservation de la nature et directives européennes 79/409/CEE et 92/43/CEE).

#### 6. Interaction entre ces divers facteurs



7. Caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière non négligeable (article 42, 4°)

*Il s'agit d'identifier, au regard des points 1 à 6 précédents, les zones susceptibles d'être touchées de manière non négligeable, de préciser les caractéristiques environnementales de ces zones et d'indiquer comment ces caractéristiques risquent d'être modifiées par le projet.*

\*\*\*

Chapitre VI. — *Examen des mesures à mettre en œuvre pour éviter, réduire ou compenser les effets négatifs et pour renforcer ou augmenter les effets positifs de l'avant-projet ou des variantes de localisation*

1. Présentation des variantes de délimitation et de mise en œuvre (article 42, 11°)

*Les variantes de délimitation sont des variations du contour de la (des) zone(s) d'extraction.*

Les variantes de mise en œuvre correspondent par exemple à :

- une précision des affectations de la (des) zone(s);
- un phasage de l'occupation;
- des équipements techniques ou des aménagements particuliers;...

*A l'échelle du périmètre d'influence, les fondements pour l'identification des variantes de délimitation et des variantes de mise en œuvre sont :*

- répondre aux objectifs de l'avant-projet;
- répondre au prescrit du C.W.A.T.U.P. (article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>) et des autres documents régionaux réglementaires ou d'orientation;
- utiliser au mieux les potentialités et contraintes du territoire : minimiser les impacts négatifs et favoriser les impacts positifs sur les plans social, économique et environnemental.

2. Mesures à mettre en œuvre (article 42, 10°)

*Pour chacune des variantes, sont identifiées les mesures à mettre en œuvre pour éviter, réduire ou compenser les impacts négatifs sur l'environnement et renforcer ou augmenter les impacts positifs.*

Si de telles mesures sont présentes dans l'avant-projet, il s'agit de vérifier leur adéquation avec les objectifs de la révision et avec les particularités du milieu. Au besoin, de nouvelles prescriptions peuvent être ajoutées.

2.1. Ajustement du zonage réglementaire (y compris les périmètres prévus à l'article 40 du Code).

2.2. Etablissement de prescriptions supplémentaires.

*Parmi ces prescriptions supplémentaires peuvent se trouver (article 41 du CWATUP) :*

- une précision des affectations de la (des) zone(s);
- la réalisation d'un plan communal d'aménagement;
- le phasage de l'occupation de la (des) zone(s);
- la réversibilité des affectations s'il n'y a pas de mise en œuvre après un laps de temps;
- ...

2.3. Détermination d'équipements techniques et d'aménagements particuliers.

4. Efficacité estimée de ces mesures et impacts résiduels non réductibles

3. Vérification de la prise en compte des objectifs pertinents de la protection de l'environnement humain et naturel dans le cadre de la révision du plan de secteur (article 42, 7°)

*Les objectifs de protection de l'environnement à prendre en compte couvrent au moins les thèmes suivants : la diversité biologique, la population, la santé humaine, la faune, la flore, les sols, les eaux, l'air, les facteurs climatiques, les biens matériels, le patrimoine culturel y compris le patrimoine architectural et archéologique, les paysages et les interactions entre ces facteurs.*

*Il s'agit des objectifs de protection de l'environnement " pertinents " pour le plan en question. La pertinence d'un objectif s'apprécie en fonction des incidences notables probables du plan sur l'environnement tel que défini ci-dessus.*

*Les objectifs de protection de l'environnement à prendre en compte sont ceux qui ont été établis au niveau international, communautaire ou des Etats membres.*

*En ce qui concerne le niveau communautaire, ces objectifs pourront être dégagés notamment du sixième programme d'action communautaire pour l'environnement, mais également des différentes directives européennes telles que la directive-cadre eau.*

*Toutefois, dans l'hypothèse où les objectifs établis sur le plan international ou européen ont été incorporés dans des objectifs fixés au niveau national, régional ou local, la prise en compte de ces derniers suffit.*

4. Evolution probable de la situation environnementale si le plan n'est pas mis en œuvre (article 42, 3°)

*Il s'agit de préciser l'évolution probable des caractéristiques environnementales des zones susceptibles d'être touchées de manière non négligeable (voir chapitre V, point 7) en cas d'absence de révision du plan de secteur.*

\*\*\*

Chapitre VII. — *Justifications, recommandations et suivi de la mise en œuvre du plan*

1. Justification et comparaison de l'avant-projet et des différentes variantes de délimitation et de mise en œuvre (article 42, 11°)

*La justification s'effectue sur base de l'article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>, du CWATUP et de l'analyse des précédents chapitres.*

*Sous forme de tableau, la comparaison se base au minimum sur les éléments ci-dessus : impacts (tant positifs que négatifs) sur le milieu, mesures d'atténuation des impacts à mettre en œuvre, impacts résiduels.*

*Rappeler quelles sont les principales potentialités et contraintes du projet de révision du plan de secteur.*

*Conclusions sur la demande et le cas échéant, énoncer des recommandations.*

2. Mesures envisagées pour assurer le suivi de la mise en œuvre du plan de secteur (article 42, 13°)

*Il s'agit de lister les impacts non négligeables, de proposer des indicateurs de suivi de ces impacts, leur mode de calcul ou de constat, les données utilisées et leur source, ainsi que leurs valeurs-seuils.*

*L'auteur peut donner des conseils sur des points à étayer dans le dossier de demande de permis et dans l'étude d'incidences du projet.*

## Chapitre VIII. — Description de la méthode d'évaluation et des difficultés rencontrées

## 1. Présentation de la méthode d'évaluation et des difficultés rencontrées (article 42, 12°)

*Il s'agit de décrire les éléments spécifiques de la méthode d'évaluation et de préciser les difficultés rencontrées, notamment dans la collecte des informations et les méthodes d'évaluation des besoins.*

## 2. Limites de l'étude (article 42, 12°)

*L'auteur de l'étude précise les difficultés rencontrées ainsi que les points qui n'ont pas pu être approfondis et qui pourraient éventuellement l'être dans de futures études d'incidences.*

\*\*\*

## Bibliographie

\*\*\*

## Résumé non technique

*Table des matières, suivie de la liste des cartes, figures et photos (avec le numéro de page où elles se trouvent).*

*Le résumé non technique est un document indépendant qui comporte un maximum de 30 pages de texte. Il est illustré de cartes, de figures et de photos en couleur.*

*Ce document doit résumer l'étude d'incidences de plan et la traduire dans un langage non technique de façon à la rendre compréhensible pour un public non averti, et doit favoriser la participation des citoyens à l'enquête publique.*

*Les effets positifs, négatifs et les mesures d'atténuation (recommandations) proposées seront présentés sous forme de tableau synthétique.*

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juin 2007 décidant la mise en révision du plan de secteur de Liège (planche 34/6 S) et adoptant l'avant-projet de révision en vue de l'inscription d'une zone d'extraction sur le site dit "Boyou" et de la réaffectation en zone agricole d'une zone d'extraction sur le territoire de la commune d'Oupeye (Heure-le-Romain).

Namur, le 14 juin 2007.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

A. ANTOINE

## ÜBERSETZUNG

## MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

[2007/202951]

**14. JUNI 2007 — Erlass der Wallonischen Regierung, durch den beschlossen wird, den Sektorenplan Lüttich (Karte 34/6 S) einer Revision zu unterziehen und durch den der Vorentwurf zur Revision zwecks der Eintragung eines Abbaugebiets auf dem Gelände genannt "Boyou" und der Wiederverwendung eines Abbaugebiets auf dem Gebiet der Gemeinde Oupeye (Heure-le-Romain) als Agrargebiet verabschiedet wird**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, insbesondere der Artikel 1, 13, 22, 23, 32, 35, 41 und 42 bis 46;

Aufgrund des am 27. Mai 1999 durch die Wallonische Regierung verabschiedeten Entwicklungsplans des regionalen Raums;

Aufgrund des Entwurfs des Sektorenplans Lüttich, der am 10. Dezember 1976 vom Minister der wallonischen Angelegenheiten und der Raumordnung vorläufig verabschiedet wurde;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 26. November 1987 zur Verabschiedung des Sektorenplans Lüttich;

Aufgrund des Urteils des Staatsrates Nr. 77.163 vom 24. November 1998, die Gemeinde Oupeye e.a. gegen die Wallonische Region, durch das die Nichtigerklärung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Juli 1996 zur endgültigen Verabschiedung der Teiländerung der Karte 34/6 S des Sektorenplans Lüttich zwecks Eintragung eines an der Ortslage "Boyou" in Oupeye gelegenen Abbaugebiets verkündet wird;

Aufgrund der Akte zur Beantragung der Revision des Sektorenplans, die von der SA Tessenderlo Chemie im Jahr 2003 eingereicht, im Mai und Juni 2005 vervollständigt und im Oktober 2006 aktualisiert wurde;

Aufgrund der am 14. März 2007 vom Bürgermeister- und Schöffenkollegium der Gemeinde Oupeye gegebenen grundsätzlichen Zustimmung;

Aufgrund des am 4. Mai 2007 von der Generaldirektion der Landwirtschaft des Ministeriums der Wallonischen Region gegebenen günstigen Einverständnisses;

In der Erwägung, dass es Ziel der Regierung ist, schnellstmöglich den für die Abbautätigkeiten erforderlichen Raumbedürfnissen für die nächsten dreißig Jahre nachzukommen;

In der Erwägung, dass die SA Sotraca den Steinbruch von Heure-le-Romain am Ort genannt "Boyou" für Rechnung der Abteilung "Anorganische Chemie" der SA Tessenderlo Chemie, ein seit Ende der 50er Jahre in der mineralischen Produktion von phosphatierten Erzeugnissen, insbesondere von Viehfutterzusätzen, tätiges Unternehmen, bewirtschaftet; dass die gewonnene Kreide im Produktionsverfahren dieser Futterzusätze als Kalziumzufuhr verwendet wird;

In der Erwägung, dass die SA Tessenderlo Chemie gegenwärtig der einzige belgische Erzeuger ist und 35% des europäischen Markts beherrscht;

In der Erwägung, dass sich dieser Markt in den letzten Jahren stark entwickelt hat; dass für ökologisch hochwertige (das heißt vom tierischen Organismus weitgehend assimilierte) Produkte eine starke Nachfrage besteht, da die ökologischen und die öffentliche Gesundheit betreffenden Kriterien in der Tierproduktion an Bedeutung gewonnen haben, was insbesondere auf den einstigen, durch die Beimischung in Viehfutter von Schlachthausabfällen als Kalziumzufuhr verursachten Ausbruch der bovinen spongiformen Enzephalopathie (BSE) in Großbritannien zurückzuführen ist; dass der Marktanstieg auf beständige Weise auf etwa 16% seit 2001, das heißt unmittelbar nach der BSE-Krise, eingeschätzt wird;

In der Erwägung, dass die Verwendung dieser Futterzusätze in der Landwirtschaft eine umweltfreundlichere und ertragreichere Bewirtschaftung (Anbau und Viehzucht) ermöglicht, wobei die früheren Übertreibungen vermieden werden (BSE, Probleme mit der Eutrophierung des Wassers, die auf den Phosphorüberschuss in der Gülle zurückzuführen sind);

In der Erwägung, dass Anlass besteht, das Vorhandensein des Bedarfs dieser Art von Produkten im Viehzuchtsektor der Wallonischen Region festzustellen;

In Erwägung der hohen Reaktivität der im Norden von Heure-le-Romain vorzufindenden Kreide, ihrer hohen chemischen Reinheit, insbesondere der Tatsache, dass sie weder Eisen- noch Aluminiumoxid enthält, und ihres sehr geringen Gehalts an Kieselsäure, Ton und Magnesiumoxid;

In der Erwägung, dass der Antragsteller vorträgt, dass die Endprodukte dank der außergewöhnlichen Qualität der verwendeten Kreide somit eine hohe Reinheit und einen großen biologischen Wert aufweisen, die über die Grenzen Belgiens hinaus großes Ansehen genießen;

In der Erwägung, dass aufgrund der hohen Reaktivität in einem leicht sauren Milieu der in dem von der SA Tessenderlo Chemie durchgeführten Verfahren verwendeten Kreide Bänke von weicher Kreide benötigt werden, wobei jede Verwendung von Kreide aus der Vermahlung von Kalkgesteinen auszuschließen ist;

In der Erwägung, dass laut dem Antragsteller in einem wirtschaftlich annehmbaren Umkreis nur wenig Kreidesteinbrüche, die gleichwertige biochemische Qualitäten aufweisen, und kein anderes bekanntes und zu vergleichbaren Umweltkosten abbauwürdiges Vorkommen in der Gegend vorhanden sind: die Kreidebänke der Gegenden von Dour, Maastricht, Aachen und Glons sind unter anderen nicht durch die SA Tessenderlo Chemie verwertbar;

In der Erwägung, dass das Vorkommen von weißer Kreide von Heure-le-Romain, das sich gleichzeitig nach Westen, Norden und Osten des in Aussicht genommenen Perimeters erstreckt, sehr viel ausgedehnter ist als der geplante Betrieb;

In Erwägung des Neigungswinkels der Bänke von ein bis zwei Grad gegen Norden-Nord-Osten;

In der Erwägung, dass die anderen, in diesem Vorkommen registrierten Abbaumöglichkeiten wegen ihrer Tiefe schwerer zugänglich sind, was zur Folge hätte, dass mehr aufzuschließen wäre und der Grundwasserleiter erreicht würde, da das Vorkommen in Richtung Norden tiefer eindringt und geologische Spalten aufweist;

In der Erwägung, dass diese anderen Möglichkeiten nicht nur technisch weniger zugänglich, sondern ebenfalls durch die Nähe der Dörfer, der Erdölleitung der NATO und der Fluxys-Leitungen beschränkt sind;

In der Erwägung, dass das Gelände "Boyou" in Heure-le-Romain in dem vorliegenden Fall der geeignetste Ort zu sein scheint, um ein Abbaugelände einzutragen, in dem reine weiße Kreide für die Bedürfnisse der SA Tessenderlo Chemie abgebaut werden kann;

In der Erwägung, dass es vom Standpunkt der sachverständigen Raumordnung aus vorzuziehen ist, einen bereits begonnenen Abbau fortzusetzen (in diesem Fall wurde er vorschriftsmäßig begonnen), anstatt eine neue Zone aufzuschließen und die auf dem Gebiet verstreuten Abbaugelände zu vermehren;

In der Erwägung, dass durch die Revision ebenfalls die Möglichkeit gegeben sein müsste, die bereits bewirtschafteten Grundstücke zu sanieren und den Abbau der Grundstücke zu Ende zu führen, die bereits aufgeschlossen wurden;

In der Erwägung, dass die SA Tessenderlo Chemie ein Verfahren zur Mischung der gewonnenen Kreide mit einer gleichwertigen Menge anderer Kreiden von geringerer Qualität aus dem Steinbruch von Haccourt - Hallembaye am Ort genannt "Hauts de Froidmont" anwendet; dass anhand dieser Mischung ein ausreichendes Qualitätsniveau der Produktion gewährleistet werden kann;

In der Erwägung, dass der Antragsteller außerdem vorträgt, dass Anlass besteht, für die Bedürfnisse seiner Produktion die Lebensdauer des Betriebs zur Gewinnung dieser Kreide zu maximieren; dass der Betreiber zu diesem Zweck dafür Sorge trägt, einen feinen und sorgfältigen Abbau zu betreiben, um dem Gelände nur reine Kreide zu entnehmen und die Qualitäten des Produkts auf ein Höchstmaß zu erhalten;

In der Erwägung, dass außerdem kein Anlass besteht, die Erschöpfung der Ressource durch die geplante Änderung, deren Fläche im Verhältnis zu dem Vorkommen sehr begrenzt ist, zu befürchten;

In der Erwägung, dass demzufolge dieser Entwurf zur Revision des Sektorenplans mit dem am 27. Mai 1999 verabschiedeten Entwicklungsplan des regionalen Raums ("schéma de développement de l'espace régional"-SDER) übereinstimmt, insofern er die schonende Nutzung der Untergrundressourcen ermöglicht; dass der SDER ebenfalls, was die Anforderungen betrifft, Abbaumethoden gutheißt, durch die die in der Nähe der Abbaugelände gelegenen Immobiliengüter nicht an Wert verlieren, die Belästigungen der Nachbarschaft eingeschränkt werden und Rücksicht auf die Umwelt und das Naturerbe genommen wird (SDER, Seite 52);

In der Erwägung, dass das Abbauverfahren, das eher als "Verfahren mit dem Löffel" als "mit der großen Schaufel" bezeichnet werden kann, in jeder Hinsicht diesen Vorschriften gerecht wird, da es ermöglicht, nach und nach nur die allernötigsten Mengen abzubauen, und zwar nur die Kreide ohne Rückstände, indem die anderen Schichten und Felsblöcke davon getrennt werden; dass dies die Schonung der Umwelt zur Folge hat;

In der Erwägung, dass sich die Kreidegewinnung von Heure-le-Romain in die Konzeption des SDER einfügt, insofern die gewonnene Kreide ein Produkt von hohem Mehrwert darstellt, dessen Abbau nicht unter ökologischem Druck steht, der auf lange Transportwege oder auf Abbaumethoden mit besonderen Belästigungen zur Folge zurückzuführen wäre;

In der Erwägung, dass die SA Tessenderlo Chemie durchschnittlich 180 000 bis 200 000 Tonnen Kreide pro Jahr verbraucht, was der durchschnittlichen Produktion aus dem Steinbruch "Boyou" von 95 000 Tonnen pro Jahr entspricht, das heißt ein Nettovolumen von 50 000 m<sup>3</sup> pro Jahr;

In der Erwägung, dass eine mangelnde Versorgung an Kreide regelmäßig Schwierigkeiten für die Produktion durch die SA Tessenderlo Chemie von Viehfutterzusätzen bereiten würde;

In der Erwägung, dass die Produktion von Kreide zur Beschäftigung von 750 Personen auf den Produktionsgeländen und im Verwaltungs- und Handelssitz der SA Tessenderlo Chemie beiträgt, was sich günstig auf die Zahlungsbilanz von Belgien auswirkt (in der Größenordnung von 20 bis 30 Millionen Euro); dass der Antragsteller der Revision hervorhebt, dass die gesamten Käufe der Abteilung "Anorganische Chemie" der SA Tessenderlo Chemie in der Provinz Lüttich auf 10 Millionen Euro geschätzt wurden;

In der Erwägung, dass durch die Gewinnung von Kreide für Rechnung der SA Tessenderlo Chemie eine direkte Teilzeitarbeitsstelle für eine Person für den Abbau selbst und für eine Person im technisch-administrativen Bereich, die von der SA Sotraca eingestellt werden, für sechs Fahrer, die von einem Nachunternehmer eingestellt werden, sowie die indirekten Arbeitsplätze, die diese Art von Betrieben gewöhnlich schaffen, entstehen;

In der Erwägung, dass durch die Verlagerung der Abraumerde und die Neugestaltung Arbeitsplätze für Nachunternehmer geschaffen werden;

In der Erwägung, dass dank der besonderen Qualität der Kreide, durch die diese im Produktionsverfahren von Futterzusätzen eingesetzt werden kann, die wirtschaftliche Zweckdienlichkeit der Revision des Sektorenplans eher auf der aus dem Industrieprozess und der Verwendung in der Landwirtschaft hervorgehenden Schaffung von indirekten Arbeitsplätzen, als auf der Anzahl der auf dem Gelände entstehenden direkten Arbeitsplätze beruht;

In der Erwägung, dass die örtliche Geologie durch unmittelbare Beobachtungen, die im laufenden Betrieb durchgeführt wurden, sowie auf der Grundlage von Aufschlussbohrungen, die im nördlichen Teil des Geländes durchgeführt wurden und der Charakteristik des früheren Steinbruchs von Electrabel am Ort genannt "Thier Simon" erstellt wurde;

In der Erwägung, dass das Vorhandensein von weißer Kreide (Kalksiltstein) im Westen, Norden und Osten der gegenwärtigen Abbaugrube im Rahmen der im Jahre 1999 durch die Universität Lüttich für den Sektorenplan Lüttich abgeschlossenen Bestandsaufnahme der Bodenschätze bestätigt worden ist;

In der Erwägung, dass es laut dieser Studie notwendig ist, etwa fünfzehn unbearbeitete Hektar Reservevorkommen einzutragen, damit der Betrieb weitergeführt werden kann und die Hälfte des Bedarfs der SA Tessenderlo Chemie bis in 30 Jahren, so wie dies im SDER vorgesehen ist, gedeckt wird;

In der Erwägung, dass die SA Tessenderlo Chemie auf der Grundlage einer maximalen abbauwürdigen Bodendicke von 20 Meter der Auffassung ist, dass durch ihren Antrag auf eine Revision des Sektorenplans ihr Bedarf während den nächsten 35 Jahren gedeckt werden kann;

In der Erwägung, dass angesichts dieser Elemente ersichtlich wird, dass die geplante Änderung des Sektorenplans zwecks der Eintragung eines Abbaugebiets durch wirtschaftliche und soziale Bedürfnisse gerechtfertigt ist;

In der Erwägung, dass der Antragsteller sich dafür entschieden hat, keinen intensiven Abbau zu betreiben, da dieser vorsätzlich mit wenigen technischen und menschlichen Mitteln ausgeführt wird, um die Qualität der Kreide zu bewahren und eine langfristige Versorgung zu gewährleisten;

In der Erwägung, dass diese Art des Abbaus wenig Belästigungen verursacht; dass der Modus Operandi des Abbaus von leichter Art ist (weder Sprengverfahren, noch Zerkleinerung-Siebung,...); dass nur ein einziger Hydraulikbagger benutzt wird, der von einer Person bedient wird, die nur zeitweise arbeitet;

In Erwägung der verkehrsmäßigen Zugänglichkeit des Geländes zu den Autobahnen A13 über die RN 618 und E25 über die RN 671 und RN 602, unter Vorbehalt der Durchquerung von Dörfern; dass der Betreiber sich verpflichtet hat, die Zufahrtswege zum Gelände in Richtung Westen auf die Rue du Boyou auf der entgegengesetzten Seite des Dorfkentrums gegenüber dem Friedhof zu verlegen;

In der Erwägung, dass der in Betracht gezogene Perimeter im Verhältnis zu dem am 13. Juli 1996 verabschiedeten Perimeter im Osten reduziert wurde, um eine zu starke Nähe zum Dorfzentrum von Heure-le-Romain zu vermeiden;

In der Erwägung, dass der Betrieb des Kreidesteinbruchs, so wie er durch den Revisionsentwurf geplant ist, eine Tätigkeit darstellt, die mit der zweckmäßigen Gestaltung der Örtlichkeiten vereinbar ist, vorausgesetzt es werden Abschirmvorrichtungen für die Umgebung eingerichtet, durch die die potenziellen Belästigungen in einem ausreichenden Maße verringert werden, was unter die Betriebsbedingungen fällt, die in der Globalgenehmigung aufgelegt werden;

In der Erwägung, dass der Tagebau nicht tiefer als die Grundwasserleitschicht liegen wird und sich nicht in der Nähe eines Umkreises zum Schutze naheliegender Trinkwasserentnahmestellen befindet;

In Erwägung des geringen biologischen Interesses der von dem neuen Betrieb betroffenen Grundstücke;

In Erwägung des Vorhandenseins in der von ADESA erstellten Bestandsaufnahme eines Umkreises von landschaftlichem Interesse nördlich des Geländes und eines Umkreises westlich des Geländes;

In der Erwägung, dass die Grundstücke, die noch nicht aufgeschlossen und abgebaut wurden, in der Landwirtschaft genutzt werden; dass die hauptsächlich lehmhaltigen Böden mit einer günstigen Drainage und Horizont-B-Textur sehr gut für die Landwirtschaft geeignet sind;

In Erwägung des Vorhandenseins von Fluxys-Leitungen und einer NATO-Leitung nördlich des Geländes;

In der Erwägung, dass der Perimeter, der Gegenstand des Entwurfs für ein Abbaugebiet ist, kohärent ist, insofern er auf der Grundlage folgender Abgrenzungen bestimmt wurde:

- im Osten durch das unmittelbare Vorhandensein jenseits des Pfads Nr. 35 am Ort genannt "Thier Simon" des früheren Electrabel-Steinbruchs, der im Abbaugebiet liegt und durch eine teilweise zugeschüttete Grube gekennzeichnet ist;

- im Norden durch einen Feldweg

- im Nord-Westen durch die Rue du Boyou;

- im Westen durch eine Böschung, die in einem Wohngebiet mit ländlichem Charakter liegt;

- im Süden durch die streifenförmige Grenze des Wohngebiets mit ländlichem Charakter der Rue du Boyou;

In der Erwägung, dass die in Oupeye, Heure-le-Romain katastrierten Parzellen - Flur A Nrn. 70e, 83e, 83h und 83k, die der ursprünglichen Abbaugrube entsprechen, in dem vom Minister der Wallonischen Angelegenheiten und der Raumordnung am 10. Dezember 1976 vorläufig verabschiedeten Entwurf des Sektorenplans Lüttich als Abbaugebiet von 5,4 ha eingetragen waren;

In der Erwägung, dass der CRAT in seinem Gutachten vom 11. März 1986 den Steinbruch "Boyou" als stillgelegt betrachtet hat; dass diese Grundstücke laut diesem Gutachten in dem von der Wallonischen Regionalexekutive verabschiedeten Sektorenplan Lüttich vom 26. November 1987 als zu erneuerndes Agrargebiet eingetragen sind;

In der Erwägung, dass der Betrieb der in Oupeye, Heure-le-Romain katastrierten Parzellen - Flur A, Nrn. 99c und 99d durch eine Bau- und Betriebsgenehmigung gedeckt ist, die jeweils am 19. Februar 1990 von der Gemeinde Oupeye und am 17. Mai 1990 vom ständigen Ausschuss des Provinzialrats von Lüttich ausgestellt wurden;

In der Erwägung, dass die SA SOTRACA im März 1990 und anschließend im August 1993 einen Antrag auf eine Teiländerung des Sektorenplans Lüttich mit dem Ziel eingereicht hat, ein Abbaugebiet auf Parzellen eintragen zu lassen, die in einem Agrargebiet liegen;

In der Erwägung, dass eine erste Revision des Sektorenplans von der Wallonischen Region durch Erlass vom 18. Juli 1996 zur Eintragung eines Abbaugebiets von 20 ha verabschiedet wurde;

In der Erwägung, dass dieser Erlass der Regierung vom 18. Juli 1996 vom Staatsrat durch einen Aussetzungserlass Nr. 67.126 vom 27. Juni 1997 und durch einen Aufhebungserlass Nr. 77.163 vom 24. November 1998 aus dem Grund ausgesetzt und anschließend aufgehoben wurde, dass das wirtschaftliche Interesse, auf dem die Gemeinnützigkeit der Revision des Sektorenplans beruhte, in der Verwaltungsakte nicht untermauert wurde, dass die Alternativen in der Antragsakte nicht untersucht wurden, dass die Regierung die Regularisierung der bestehenden Lage nicht durch ernsthafte und schwerwiegende Gründe gerechtfertigt hat und dass die Neugestaltung "durch Zufall" erfolgte;

In der Erwägung, dass das gegenwärtige, in den Artikeln 42 bis 46 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe festgelegte Verfahren zur Revision des Sektorenplans nicht mehr ausdrücklich auf den Begriff der Gemeinnützigkeit hinweist;

In der Erwägung, dass der wirtschaftliche Bedarf eines Materials dieser Qualität nachgewiesen ist, insbesondere durch seine günstigen Auswirkungen für den landwirtschaftlichen Sektor, ein Sektor, dessen Erhaltung in der Wallonischen Region ratsam ist; dass der Beitrag in Sachen Umwelt, der sich aus der Verwendung des aus der betreffenden Kreide gefertigten Endprodukts ergibt, nachgewiesen ist;

In der Erwägung, dass mit der vorliegenden Revision die drei nachstehenden Ziele verfolgt werden: der Abbau von 11,0 ha Grundstücken, die noch nicht abgebaut wurden, die Bestätigung des Abbaus von 2,8 ha Grundstücken, die bereits aufgeschlossen und teilweise abgebaut wurden, und die Neugestaltung von 4,9 ha Grundstücken, die bereits abgebaut wurden;

In der Erwägung, dass die oben erwähnten Elemente den Nachweis erbringen, dass das Gelände genannt "Boyou" in Heure-le-Romain (Oupeye) das einzige Vorkommen von reiner Kreide darstellt, mittels dessen in das von der SA Tessenderlo Chemie entwickelte Produktionsverfahren zu proportionierten technischen und umweltbezogenen Kosten eingestiegen werden kann;

In der Erwägung, dass dieses Fehlen einer glaubwürdigen Alternative von dem Umweltverträglichkeitsprüfer des Plans bescheinigt werden muss;

In der Erwägung, dass es die Qualität der Kreide und nicht das Vorhandensein der gegenwärtigen Grube ist, die die Lokalisierung der Revision des Sektorenplans zur Eintragung eines Abbaugebiets rechtfertigt, durch die den Bedürfnissen der SA Tessenderlo Chemie nachgekommen werden kann;

In der Erwägung, dass der Staatsrat nicht ausschließt, dass eine Revision des Sektorenplans zwecks der Regularisierung einer bestehenden Tätigkeit vorgenommen wird, insofern die Behörde, indem sie dies tut, sich nicht dem Gewicht der vollendeten Tatsachen gebeugt hat;

In der Erwägung, dass die Bestätigung der gewährten Genehmigungen in der Form einer Eintragung als Abbaugebiet der 2,8 ha Grundstücke, die bereits aufgeschlossen und deren Abbau begonnen wurde, nicht durch das Gewicht der vollendeten Tatsachen, sondern wohl durch die Qualität der Kreide und die geringen verursachten Belästigungen gerechtfertigt ist, die Grund für die Fortsetzung des Betriebs sind;

In der Erwägung, dass der Versorgungsbedarf der SA Tessenderlo Chemie an Kreide dieser Qualität zwingenden Gründen unterliegt;

In der Erwägung, dass die in Oupeye, Heure-le-Romain katastrierte Parzelle - Flur A Nr. 70e, genannt "Parzelle Dardenne", neugestaltet wurde und der Anlass besteht, ihre landwirtschaftliche Zweckverwendung aufrechtzuerhalten;

In der Erwägung, dass die anderen bewirtschafteten Parzellen ein relativ hügeliges Relief aufweisen und somit nicht wirklich benutzt werden können; in der Erwägung, dass sie durch die Einebnung der Abraumerde eine landwirtschaftliche Zweckverwendung erhalten könnten;

In der Erwägung, dass die Neugestaltung dieser bereits bewirtschafteten Grundstücke als Vorbedingung zur Inbetriebsetzung von im Norden und Westen der gegenwärtigen Grube eingetragenen Grundstücken auferlegt werden muss; dass die Neugestaltung einer Steingrube nicht zu den Tätigkeiten gehört, die in einem Agrargebiet zugelassen werden können; dass demnach Anlass besteht, den von den bereits bewirtschafteten Grundstücken betroffenen Perimeter als Abbaugebiet mit einer zusätzlichen Vorschrift einzutragen, durch die die genehmigungsfähigen Tätigkeiten auf die Neugestaltung beschränkt werden und die Reversibilität der Zweckverwendung als Agrargebiet nach der Neugestaltung auferlegt wird;

In der Erwägung, dass die Bewirtschaftung, Neugestaltung und Reversibilität der Zweckverwendung als Agrargebiet der in Oupeye, Heure-le-Romain katastrierten Parzellen - Flur A Nrn. 85, 86, 87 und 95 auf eine Fläche von 1,8 ha eine Neugestaltung und eine kohärente Zweckverwendung des gesamten süd-westlichen Teils des Geländes "Boyou" ermöglichen müsste;

In der Erwägung, dass der Betreiber sich verpflichtet hat, der Gemeinde für einen symbolischen Euro die neugestalteten Grundstücke, die sein Eigentum sind oder die aufgrund der gegenwärtig gegebenen Verkaufszusagen sein Eigentum sein werden, abzutreten (in Oupeye, Heure-le-Romain katastrierte Parzellen - Flur A Nrn. 85, 86, 87, 95, 99c, 99d auf eine Fläche von etwa 5 ha);

In der Erwägung, dass in Artikel 46, § 1 des Gesetzbuches auferlegt wird, dass die Eintragung eines neuen, zur Verstädterung bestimmten Gebiets durch die gleichwertige Umwandlung eines bestehenden, zur Verstädterung bestimmten Gebiets in ein nicht zur Verstädterung bestimmtes Gebiet oder durch jeden, von der Regierung bestimmten alternativen Ausgleich ausgeglichen wird;

In der Erwägung, dass das in Oupeye (Heure-le-Romain) nord-westlich des Geländes, am Ort genannt "Xhavée de Froidmont" gelegene Abbaugebiet mit einer Fläche von 8,1 ha nicht abgebaut wurde; dass das wirtschaftliche Interesse des Abbaus durch die Dicke der Lehmschicht und die Tiefe der Kreide im Verhältnis zum Niveau des Grundwassers beschränkt ist; dass hauptsächlich lehmhaltige Böden mit einer günstigen Drainage und Horizont-B-Textur sehr gut für die Landwirtschaft geeignet sind; dass das Abbaugebiet von einer Erdölleitung der NATO und von Fluxys-Leitungen durchquert wird; dass es zum Teil in einem von ADESA inventarisierten Umkreis von landwirtschaftlichem Interesse liegt; dass die landwirtschaftliche Zweckverwendung die geeignetste ist;

In der Erwägung, dass die vorgesehenen Änderungen der Zweckverwendung mit den bestehenden Gestaltungsmöglichkeiten tatsächlich und rechtlich übereinstimmen;

In der Erwägung, dass unter Berücksichtigung der vorerwähnten Angaben Anlass besteht, den am 26. November 1987 verabschiedeten Sektorenplan Lüttich in Oupeye (Heure-le-Romain) abzuändern, was die folgenden Gebietsteile betrifft:

- die Eintragung von 4,9 ha bereits bewirtschaftetem Agrargebiet gelegen am Ort genannt "Boyou" als Abbaugebiet mit einer spezifischen zusätzlichen Vorschrift, nach der eine Neugestaltung und Reversibilität der Zweckverwendung als Agrargebiet auferlegt wird,

- die Eintragung von 1,8 ha Agrargebiet gelegen am Ort genannt "Boyou" als Abbaugebiet mit einer zusätzlichen Vorschrift, nach der eine Reversibilität der Zweckverwendung als Agrargebiet auferlegt wird,

- die Eintragung von 2,8 ha Agrargebiet gelegen am Ort genannt "Boyou" als Abbaugebiet,

- die Eintragung von 8,9 ha Agrargebiet und 0,3 ha Wohngebiet mit ländlichem Charakter gelegen am Ort genannt "Boyou" als Abbaugebiet mit einer zusätzlichen Vorschrift, nach der die bereits bewirtschafteten Grundstücke vorher neugestaltet werden müssen;

- die Eintragung von 8,1 ha Abbaugebiet gelegen am Ort genannt "Xhavée de Froidmont" als Agrargebiet;

In der Erwägung, dass die Neugestaltung der 4,9 ha bereits bewirtschaftetem Agrargebiet gelegen am Ort genannt "Boyou" als ausreichender alternativer Ausgleich angesehen werden kann, um die zeitweilige Zweckverwendung dieser Grundstücke als Abbaugebiet zu decken;

In der Erwägung, dass die 8,1 ha raumplanerischen Ausgleichs "Xhavée de Froidmont" nur teilweise den Rest der 13,5 ha neuer, zur Verstädterung bestimmter und am Ort "Boyou" eingetragener Gebiete decken;

In der Erwägung, dass Anlass besteht, der SA Tessenderlo Chemie außer der Abtretung von 5 ha Grundstücken in der Gemeinde Oupeye die Überweisung eines Betrags von € 50.000 als Beitrag zu Projekten von gemeinnützigem Interesse, die von der Gemeinde Oupeye entwickelt werden, als alternativer Ausgleich aufzuerlegen;

In Erwägung des Beschlusses des Gemeindegremiums von Oupeye vom 30. Mai 2007 über die Zweckbestimmung des Betrags von € 50.000, die von der SA Tessenderlo Chemie als alternativer Ausgleich überwiesen wird;

In der Erwägung, dass die gesamten Ausgleichsmaßnahmen ein positiver Beitrag der Revision für das Gemeinwohl darstellen;

In der Erwägung, dass die Revision des Sektorenplans eine landschaftliche Kohärenz und eine Sanierung des gesamten Geländes, das heißt auf eine Fläche von etwa 4,9 ha abgebauter Grundstücke, ermöglichen wird; 2,8 ha Grundstücke werden gegenwärtig abgebaut; 11 ha Grundstücke können nach dem Inkrafttreten der Revision des Sektorenplans abgebaut werden, wovon 1,8 ha für eine andere Zweckverwendung rückgängig gemacht werden können;

In der Erwägung, dass der in Betracht gezogene Entwurf der Vorschrift des Artikels 1 des CWATUP nachkommt, da er darauf abzielt, die Produktion eines Erzeugnisses von hohem Mehrwert zu proportionierten Umweltkosten zu ermöglichen, die einem tatsächlichen Bedarf gerecht wird und sehr positive Auswirkungen auf den landwirtschaftlichen Sektor haben wird, wobei gleichzeitig die Erhaltung einer hohen Qualität der Umwelt unter Beachtung der nachhaltigen Entwicklung gewährleistet wird,

Beschließt:

**Artikel 1** - Die Wallonische Regierung beschließt, dass der Sektorenplan Lüttich zwecks der Eintragung von Abbaugebieten und der Stilllegung eines Abbaugebiets einer Revision zu unterziehen ist.

**Art. 2** - Sie verabschiedet den Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans gemäß dem beigefügten Plan, der die Eintragung auf dem Gebiet der Gemeinde Oupeye, Heure-le-Romain (Karte 34/6 Süd) folgender Gebiete beinhaltet:

- eines Abbaugebiets, versehen mit dem Überdruck \* S.24;
- eines Abbaugebiets, versehen mit dem Überdruck \* S.25;
- eines Abbaugebiets;
- eines Abbaugebiets, versehen mit dem Überdruck \* S.26;
- eines Agrargebiets.

**Art. 3** - Das mit dem Überdruck \* S.24 versehene Gebiet ist den für dessen Neugestaltung erforderlichen Tätigkeiten vorbehalten. Die Reversibilität der Zweckverwendung als Agrargebiet ist nach der Neugestaltung wirksam.

**Art. 4** - Das mit dem Überdruck \* S.25 versehene Gebiet ist mit einer Reversibilität der Zweckverwendung als Agrargebiet nach dem Abbau und der Neugestaltung gedeckt.

**Art. 5** - Die vollständige Neugestaltung der von den zusätzlichen Vorschriften betroffenen Gebiete \* S.24 und \* S.25 und die Abtretung von 5 ha Grundstücken der SA Tessenderlo an die Gemeinde Oupeye sind Vorbedingungen für jegliche Bewirtschaftung des mit dem Überdruck \* S.26 versehenen Gebiets.

**Art. 6** - Als alternativer Ausgleich wird Folgendes von der Regierung auferlegt:

- die Neugestaltung des mit dem Überdruck \* S.24 versehenen Abbaugebiets;
- die Abtretung für einen symbolischen Euro an die Gemeinde Oupeye eines Teils der betroffenen Grundstücke, die Eigentum des Antragstellers sind;
- die Überweisung seitens der SA Tessenderlo eines finanziellen Ausgleichs in Höhe von € 50.000 als Beitrag zu Projekten von gemeinnützigem Interesse, die von der Gemeinde Oupeye entwickelt werden:

\* die Neugestaltung der Spielplätze der Schulen "Centre" und "Briquet" von Heure-le-Romain;

\* die Neugestaltung des überdachten Teils des Schulhofs der Schule "Briquet";

\* die Durchführung von Projektbögen des zukünftigen kommunalen Naturförderungsplans.

**Art. 7** - Die Überweisung des finanziellen Ausgleichs ist eine Vorbedingung für die Gewährung einer jeden Genehmigung, die auf die Bewirtschaftung der durch den vorliegenden Erlass im Sektorenplan eingetragenen Abbaugebiete abzielt.

**Art. 8** - Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung wird damit beauftragt, den beigefügten Entwurf zum Inhalt der Umweltverträglichkeitsprüfung dem Regionalausschuss für Raumordnung und dem Wallonischen Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung zwecks Begutachtung zu unterbreiten und ihn danach im Hinblick auf dessen Verabschiedung erneut vorzulegen.

Namur, den 14. Juli 2007

Der Minister-Präsident,  
E. DI RUPO

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,  
A. ANTOINE

#### Anlage

##### Anlage 1 zum Lastenheft

Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans LÜTTICH zwecks der Eintragung eines Abbaugebiets auf dem Gelände genannt "Boyau" und der Wiederverwendung eines Abbaugebiets auf dem Gebiet der Gemeinde OUPEYE (Heure-le-Romain) als Agrargebiet

##### INHALT DER PLAN-UMWELTVERTRÄGLICHKEITSPRÜFUNG

1. Der durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom..... verabschiedete Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans LÜTTICH (Karte 34/6 S) enthält die Eintragung:

- eines Abbaugebiets, versehen mit dem Überdruck \*S.24;
- eines Abbaugebiets, versehen mit dem Überdruck \*S.25;
- eines Abbaugebiets, versehen mit dem Überdruck \*S.26;
- eines Abbaugebiets ohne Überdruck;
- eines Agrargebiets.

Das mit dem Überdruck \*S.24 versehene Gebiet ist den für dessen Neugestaltung erforderlichen Tätigkeiten vorbehalten. Die Reversibilität der Zweckverwendung als Agrargebiet ist nach der Neugestaltung wirksam.

Das mit dem Überdruck \*S.25 versehene Gebiet ist mit einer Reversibilität der Zweckverwendung als Agrargebiet nach dem Abbau und der Neugestaltung gedeckt.

Die vollständige Neugestaltung der von den zusätzlichen Vorschriften betroffenen Gebiete \*S.24 und \*S.25 und die Abtretung von 5 ha Grundstücken der SA Tessenderlo an die Gemeinde Oupeye sind Vorbedingungen für jegliche Bewirtschaftung des mit dem Überdruck \*S.26 versehenen Gebiets.

Der Erlass enthält drei Vorschläge für einen alternativen Ausgleich:

- die Neugestaltung des mit dem Überdruck \*S.24 versehenen Abbaugebiets;
- die Abtretung für einen symbolischen Euro an die Gemeinde Oupeye eines Teils der betroffenen Grundstücke, die Eigentum des Antragstellers sind;
- die Überweisung seitens der SA TESSENDERLO eines finanziellen Ausgleichs in Höhe von € 50.000 als Beitrag zu Projekten von gemeinnützigem Interesse, die von der Gemeinde Oupeye entwickelt werden.

2. Umfang der Umweltverträglichkeitsprüfung und Genauigkeit der Informationen (Art. 42, Absatz 2 des CWATUP)

#### 2.1. Umfang

Ziel der als raumplanerischer Ausgleich zur Eintragung des neuen Abbaugebiets vorgesehene Wiederverwendung eines Abbaugebiets als Agrargebiet (Artikel 46, § 1, Absatz 2, 3<sup>o</sup>, du CWATUP) ist es, ein im geltenden Sektorenplan eingetragenes verstädterbares Gebiet nicht zu verwerten und die Sachlage beizubehalten.

Diese Änderung der Zweckverwendung dürfte keinen Anlass zu bedeutsamen Auswirkungen auf die Umwelt geben. Außerdem stellt sich unter Berücksichtigung der betrieblichen Belastungen (NATO- und Fluxys-Leitungen und Grundwasservorkommen) nicht die Frage, ob diese Wiederverwendung zweckmäßig ist.

Dies gilt ebenfalls für den alternativen finanziellen Ausgleich und den Ausgleich der Abtretung für einen symbolischen Euro an die Gemeinde Oupeye eines Teils der betroffenen Grundstücke, die Eigentum des Antragstellers sind.

Demnach ist es nicht erforderlich, dass diese Elemente Gegenstand einer Umweltbewertung sind.

Die Umweltbewertung bezieht sich demzufolge auf:

- die Eintragung der vier Teile der Abbaugebiete;
- die Neugestaltung der Teile der Abbaugebiete, die mit dem Überdruck \*S.24 und \*S.25 versehen sind.

#### 2.2. Genauigkeit der Informationen

Das nachstehend in Betracht gezogene Lastenheft stellt ein Musterdokument dar, dessen Genauigkeit in Anbetracht des Artikels 42 des Gesetzbuches als ausreichend angesehen wird.

Die Prüfung hinsichtlich der Bevölkerung, der Sozialwirtschaft und der Umwelt erfolgt auf Ebene des allgemeinen territorialen Kontextes (Phase 1) und auf mikrogeographischer Ebene des Gebiets für die Untersuchung der Empfindlichkeiten und Einschränkungen hinsichtlich der Umwelt.

### Phase 1

#### Kapitel I. — Beschreibung des Vorentwurfs des Plans

##### 1. Gegenstand der Revision des Sektorenplans (Art.42, 1<sup>o</sup>)

*Lokalisierung und Fläche des(der) Abbaugebiets(e) (oder sonstigen Gebiete und/oder Perimeter, die in Artikel 40 des Gesetzbuches vorgesehen sind), die im Vorentwurf des Plans eingetragen sind:*

- genaue Lokalisierung (Provinz, Gemeinde(n), Ortslage, Straße, Nr. der NGI- Karte, Lambert-Koordinate) und Abbildung auf Straßen- und topographischer Karte (1/50 000 und 1/10 000) + Orthophotoplan i.M. 1/10 000;
- Die durch die Revision des Sektorenplans betroffenen Katasterparzellen werden auf IGN-Grundlage i.M. 1/10.000 dargestellt; bitte die Gesamtfläche, die Eigentum des Antragstellers ist, sowie die Abschrift der Vereinbarungen bezüglich der Zurverfügungstellung der Grundstücke, .... angeben;
- (Derzeitige oder geplante) Zweckverwendungen im Sektorenplan (Karten 1/10 000 und 1/25 000); bitte die Flächen der Gebiete, deren Zweckverwendung geändert wird, (einschließlich der in Artikel 40 des Gesetzbuches vorgesehenen Umkreise) angeben.

*Gegebenenfalls sind die vorgesehenen zusätzlichen Vorschriften (siehe Artikel 41 des Gesetzbuches) anzugeben.*

##### 2. Identifizierung und Erläuterung der Zielsetzungen der Revision der Sektorenpläne (Art. 42, 1<sup>o</sup>)

*Es geht darum, die Ziele der Regierung, die im Erlass zum Vorentwurf des Plans erwähnt werden, hervorzuheben und für die Öffentlichkeit verständlich zu machen.*

*Es soll weder eine einfache Abschrift, noch eine Auslegung sein.*

##### 3. Kritische Analyse der Vereinbarkeit der Ziele des Vorentwurfs mit den relevanten Plänen und Programmen (Art. 42, 1<sup>o</sup>)

*Diese Analyse muss unter anderem die Überprüfung der Vereinbarkeit der Ziele des Vorentwurfs mit den Herausforderungen, die in den regionalen verordnenden oder Orientierungsdokumenten, d.h. im Wallonischen Gesetzbuch über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, sowie in den verschiedenen Plänen und Programmen wie z.B. dem Entwicklungsplan des regionalen Raums, dem Umweltplan für die nachhaltige Entwicklung, dem aktualisierten Vertrag für die Zukunft der Wallonie usw., vorgestellt werden, umfassen.*

*Hier geht es nicht darum, die Ziele der besagten regionalen Dokumente zusammenzufassen, sondern die Ziele der Vorentwürfe hinsichtlich dieser Dokumente zu analysieren.*

#### Kapitel II — Sozialwirtschaftliche Begründung der Erweiterung oder der Schaffung eines Abbaugebiets im Sektorenplan

In diesem Kapitel wird überprüft, ob die als Abbaugebiet im Sektorenplan innerhalb eines geeigneten Gebiets (noch zu identifizieren) eingetragenen Grundstücke es ermöglichen, der Nachfrage gerecht zu werden, und werden die hauptsächlichsten sozialwirtschaftlichen Auswirkungen der Revision des Sektorenplans identifiziert. (Art. 42, 2<sup>o</sup>)

##### 1. Bewertung des Bedarfs

###### 1.1. Merkmale des Produkts

Spezifitäten, Mehrwert und Verwendungen des Produkts, Identifizierung der Konkurrenz- oder Ersatzprodukte und der vergleichenden Vor- und Nachteile des betreffenden Produkts im Verhältnis zu den Konkurrenzprodukten, Transportart und Anteil des Transports in den Produktkosten.

### 1.2. Einschätzung der Nachfrage

Hier geht es darum, die Produktionsaussichten des Betreibers angesichts der Aussichten auf dem Markt des abgebauten Materials einzuschätzen.

#### 1.2.1. Globaler Markt für das Material: gegenwärtige Lage und Entwicklungsperspektiven

- Einschätzung der gegenwärtigen (tatsächlichen und potenziellen) Absatzmärkte des abgebauten Materials angesichts dessen verschiedenen Verwendungen (gegebenenfalls das erbebezogene Interesse des gewonnenen Gesteins angeben) und der Marktgröße (Einzugsbereich) von lokaler bis zur internationalen Ebene. Falls relevant, Aufführung und Lokalisierung auf einer Karte der (tatsächlichen und potentiellen) derzeitigen Kundenunternehmen unter Angabe des Vorteils, den sie von der Inbetriebsetzung des Geländes ziehen können. Im gegenteiligen Fall, kartographische Darstellung und Kennzeichnung des Einzugsbereichs.

- Marktentwicklung in den nächsten 30 Jahren: die eventuellen Änderungen der Verwendungen des Produkts, die Entwicklung der Ersatzprodukte und die voraussichtliche Entwicklung der Transportkosten werden insbesondere berücksichtigt.

#### 1.2.2. Position des Betriebs auf dem Markt (heute und in Zukunft)

- Identifizierung der Konkurrenz, sowohl auf regionaler als auch auf internationaler Ebene, die dasselbe Material gewinnt und sich an denselben Einzugsbereich wendet (jedes konkurrierende Gebiet auf einer Karte lokalisieren)

- Schätzung des relativen Anteils des Betriebs auf dem oben definierten Markt.

- Wachstumsaussichten des Betriebs je nach der Marktentwicklung und der Produktionsaussichten der konkurrierenden Betriebe (die Anträge auf eine Revision des Sektorenplans ebenfalls in Betracht ziehen).

#### 1.2.3. Schlussfolgerung bezüglich der Produktionsaussichten des Betriebs über 30 Jahre.

### 1.2. Schätzung des Angebots

Hier wird das Angebot am zu gewinnenden Material geschätzt, das auf die unter Punkt 1.2.3. bestimmte Nachfrage sowohl quantitativ als auch qualitativ eingehen kann.

Diese Schätzung erfolgt in zwei Phasen.

- In einer ersten Phase wird das zur Zeit bewirtschaftete Abbaugelände untersucht.

- In der zweiten Phase werden die Abbaugelände untersucht, die einem Vorkommen derselben Art entsprechen, im Sektorenplan innerhalb des vorher bestimmten Einzugsbereichs eingetragen sind und nicht den unter Punkt 1.2.2. identifizierten Entwicklungsaussichten der konkurrierenden Betriebe entsprechen.

Für jedes dieser Gebiete, die auf einer Karte lokalisiert werden, besteht Anlass, die Merkmale des Vorkommens anzugeben: Qualität des Gesteins (verfügbare physikalisch-chemische Analysen oder Qualitätszeichen), geschätzte Vorräte (Berechnungsmethoden erläutern) und Abbauwürdigkeit.

Die Zugänglichkeit des Geländes und das Vorhandensein der notwendigen Infrastrukturen, die Möglichkeit einer Bewirtschaftung unter Berücksichtigung der hauptsächlichlichen Flächennutzungsarten (Unvereinbarkeit der Abbautätigkeit mit anderen Flächennutzungsarten und menschlichen Aktivitäten) sowie die Lokalisierung des Geländes im Verhältnis zu dem bestehenden Betrieb und den gegenwärtigen oder zukünftigen Kundenunternehmen sind ebenfalls zu überprüfen.

### 1.4. Schlussfolgerung bezüglich der Einschätzung der Bedürfnisse

Diese Schlussfolgerung betrifft die Notwendigkeit, ein Abbaugelände im Sektorenplan innerhalb des identifizierten Einzugsbereichs zu erweitern oder zu schaffen.

### 2. Sozialwirtschaftliche Auswirkungen

Hier werden die durch den Betrieb ausgelöste wirtschaftliche Tätigkeit (sowohl vor, als auch nach dem Abbau), die direkten und indirekten geschaffenen Arbeitsplätze und die finanziellen Auswirkungen (Abgaben, Gebühren, usw.) eingeschätzt.

\*\*\*

## Kapitel III. — Billigung der Standortwahl für den Vorentwurf Identifizierung und Analyse der Standortvarianten

Hier geht es darum, im Maßstab des Einzugsbereichs die Standortwahl für den Vorentwurf zu billigen oder nicht:

- angesichts der regionalen Optionen, die Anwendung auf dieses Gebiet finden;

- unter Berücksichtigung der unter Punkt 1.3. identifizierten Kriterien für die Standortwahl.

und gegebenenfalls innerhalb dieses Gebiets Varianten für die Standortwahl zu suchen. (Art. 42, 11°)

#### 1. Räumliche Darstellung der großen regionalen Optionen

Hier geht es darum, auf dem Gebiet, das dem Einzugsbereich entspricht, die durch die regionalen Orientierungsdokumente (Entwicklungsplan des regionalen Raums, Umweltplan für die nachhaltige Entwicklung, Vertrag für die Zukunft, bereichsübergreifende strategische Pläne, usw.) vorgesehenen Zielsetzungen zu übertragen.

2. Erläuterung der Hauptkriterien für die Standortwahl, die den in Punkt 3 des Kapitels 3 gebilligten Zielsetzungen des Vorentwurfs entsprechen

Mindestens folgende Elemente werden untersucht:

2.1. Merkmale des Vorkommens: Qualität des Gesteins (verfügbare physikalisch-chemische Analysen oder Qualitätszeichen), geschätzte Vorräte (Berechnungsmethoden erläutern) und Abbauwürdigkeit.

2.2. Lokalisierung des Geländes im Verhältnis zu dem bestehenden Betrieb und den gegenwärtigen oder zukünftigen Kundenunternehmen

2.3. Zugänglichkeit

2.4. Vorhandensein von notwendigen Infrastrukturen.

2.5. Bewirtschaftungsmöglichkeiten unter Berücksichtigung der hauptsächlichlichen Flächennutzungsarten (Unvereinbarkeit der Abbautätigkeit mit anderen Flächennutzungsarten und menschlichen Aktivitäten)

#### 3. Billigung der Standortwahl für den Vorentwurf.

Hier wird überprüft, ob die Lokalisierung des Vorentwurfs in keinem Gegensatz zu den unter Punkt 1 identifizierten regionalen Zielsetzungen steht und die unter Punkt 2 erläuterten Kriterien für die Standortwahl erfüllt.



## 4. Ermittlung und Präsentation von Alternativen für die Standortwahl des Vorentwurfs

Hier wird nach Alternativen für die Standortwahl des Vorentwurfs gesucht, indem die unter Punkt 2 erläuterten Kriterien für die Standortwahl auf den Einzugsbereich unter Berücksichtigung der unter Punkt 1 identifizierten regionalen Zielsetzungen angewandt werden.

Diese Standortvarianten werden kurz vorgestellt

## 5. Auswahl von alternativen Standorten.

Hier geht es darum, den Vorentwurf und die Standortvarianten zu vergleichen, was die folgenden Punkte betrifft:

- regionale Zielsetzungen
- Kriterien für die Standortwahl
- menschliche, sozialwirtschaftliche und umweltbezogene Potenziale und Belastungen des dem Einzugsbereich entsprechenden Gebiets
- Durchführungskosten zu Lasten der Allgemeinheit und eine oder mehrere Standortvarianten zu wählen

Erfüllt kein alternativer Standort die Kriterien für die Standortwahl besser als der Vorentwurf, so besteht kein Anlass, eine Alternative zu wählen.

## Phase 2

Kapitel IV. — *Ermittlung und Analyse der Einschränkungen  
und des Potenzials der Gelände des Vorentwurfs und der Standortvarianten*

## 1. Beschreibung des gesetzlichen Rahmens

## 1.1. Vorschriftsmäßige Raumordnungsgebiete und Umkreise

- 1.1.1. Auf regionaler Ebene (Sektorenplan, regionale Städtebauordnung, Sanierungsplan je Zwischeneinzugsgebiet, Allgemeine Bauordnung für ländliche Gegenden,...)
- 1.1.2. Auf Gemeindeebene (Bebauungsplan, kommunaler Raumordnungsplan, kommunaler Umweltplan für die nachhaltige Entwicklung, kommunaler Naturförderungsplan, kommunales Strukturschema, kommunale Städtebauordnung, allgemeiner Gemeindekanalisationsplan,...)

## 1.2. Einer besonderen Regelung unterliegende Güter

- 1.2.1. Fauna und Flora (Rechtsstellung der Wälder und Forste, Naturpark, Naturschutzgebiete, Natura 2000-Gebiete, Standort von gemeinschaftlichem Interesse (besondere Erhaltungsgebiete), natürliche Lebensräume (Dekret vom 06.12.2001) und Arten von gemeinschaftlichem Interesse,...) (Art. 42, 5°)
- 1.2.2. Menschliche Aktivitäten (Rechtsstellung der Straßennetze und Verkehrswege, Autonomes Netz langsamer Wege, Industrien und Ausrüstungen mit bedeutenden Risiken SEVESO,...) (Art. 42, 6°)

1.3. Genehmigungsgebiete mit Einschränkung der bürgerlichen Rechte (*bestehende Parzellierungen, Umkreise, für welche eine Beihilfe des Katastrophenfonds erteilt worden ist, Immobiliengüter, die dem Vorkaufsrecht unterworfen sind, Immobiliengüter, die einer Enteignung zu gemeinnützigen Zwecken unterworfen sind,...*)

## 1.4. Mit den Politiken der operativen Planung verbundene Umkreise (Flurbereinigungsgebiete, Umkreise der städtischen Neubelebung, Stadterneuerungsbereiche, bevorzugte Initiativgebiete,...)

1.5. Erbe- und archäologische Stätten (*unter Schutz gestellte Denkmäler bzw. Landschaften, einschließlich der archäologischen Ausgrabungen, Denkmalerbe von Belgien, Liste der bemerkenswerten Bäume und Hecken,...*)

6. Umwelteinschränkungen (*unterirdische Hohlräume von wissenschaftlichem Interesse, Feuchtgebiete von biologischem Interesse, Flussverträge, empfindliche Naturgebiete, Gebiete von hohem biologischem Interesse, Sonderschutzgebiete für die Avifauna, Umkreise von landschaftlichem Interesse, Präventivzonen im Nahbereich, im Fernbereich und Überwachungszonen der Wasserentnahmestellen, empfindliche Gebiete der Hauptgrundwasserleiter,...*)

7. Rechtliche Lage des Betriebs (*Genehmigungen und Erlaubnisse betreffend die gegenwärtige Aktivität, laufende Anträge, gegebenenfalls Verstöße gegen den Sektorenplan oder die Genehmigung(en),...), wenn der Vorentwurf seine Erweiterung betrifft*

## 2. Beschreibung der Merkmale des betroffenen Gebiets hinsichtlich der Bevölkerung und der Umwelt (Art. 42, 3°)

*Die Fläche dieses Gebiets wird je nach den in Betracht gezogenen Merkmalen angepasst. Das Planungsbüro wird für jeden Punkt die Fläche spezifizieren und argumentieren.*

## 2.1. Merkmale hinsichtlich der Bevölkerung

- 2.1.1. Bebauter Bereich - Materielle Güter und Erbgüter: städtebauliche Struktur und architektonische Morphologie der Bausubstanz und der öffentlichen Flächen, Kulturerbe (*unter Schutz gestellte Landschaften und Güter, Schutzgebiete,...*), Dichtekarten und Entwicklungspole
- 2.1.2. Oberirdische und unterirdische öffentliche Infrastrukturen und Ausrüstungen (*Straßen, Schienenwege, Hochspannungs- und Höchstspannungsleitungen, Telefonleitungen, unterirdische Kanalisationen, ...*), + kartographische Darstellung und Entwicklung der Kapazitäten
- 2.1.3. Menschliche Aktivitäten (*Natur und Merkmale der gegenwärtigen und potenziellen Aktivitäten, u.a. Landwirtschaft, touristische Aktivitäten, empfindliche sozialkulturelle Ausrüstungen wie Altenheim, Schule, Kinderkrippe, Krankenhaus, sonstige empfindliche menschliche oder industrielle Aktivitäten (Seveso),...*)

## 2.2. Merkmale hinsichtlich der Umwelt

- 2.2.1. Geologie (*wenn nötig bitte entwickeln*)
- 2.2.2. Bodenkunde (*Kennzeichnung der Bodenart, Qualität und Seltenheit, einen Auszug der pedologischen Karte bitte beifügen*)
- 2.2.3. Hydrologie und Hydrogeologie (*Wassereinzugsgebiet, Zwischengebiet, Kategorien von Wasserläufen, Wasserflächen, hydrogeologische Karte, Grundwasserleitschicht (Art bitte angeben), Piezometrie, Wasserentnahmestellen, empfindliche Gebiete, Schutz- und Überwachungszonen, Zonen mit Umwelteinschränkungen,...*)
- 2.2.4. Topographie und Landschaften (*Geomorphologie und Umkreise von landschaftlichem Interesse, Ausblick oder Sichtachse ADESA, Aussicht auf die Landschaft vom Gelände aus und auf das Gelände von der Umgebung aus + Photos,...*)
- 2.2.5. Luft und Klima (*verfügbare Daten über die Luftqualität auf Höhe der nächstgelegenen Wohnungen und Wohn- und Freizeitgebiete, empfindlichen Gebiete wie Altenheim, Schule, Kinderkrippe, Anlegen von Owen-Messgeräten, klimatische Daten, Hauptwindrichtungen, auf der Grundlage der Aufzeichnungen der nächstgelegenen Wetterstation, Luftproben und -analysen, natürliche Schutzwände, Engtäler, besondere Lagen,...*)

6. Lärm und Schwingungen (Quellen und gegenwärtige Pegel (akustische Studie) auf Höhe der nächstgelegenen Wohnungen und Wohn- und Freizeitgebiete, empfindlichen Gebiete wie Altenheim, Schule, Kinderkrippe, und Gebiete mit technologischem Risiko, bereits vorhandene oder nach Messung erhaltene Daten, bitte die Messstellen, -tage und -zeiten angeben.)

7. Fauna und Flora (Bestandsaufnahme und Beschreibung der Arten und Lebensräume, besonderen Biotope, Wasser- und Sumpfbiotop, gegebenenfalls Vorhandensein von geschützten Arten und Lebensräumen)

### 3. Schlussfolgerungen über die Analyse der Einschränkungen und des Potenzials der Gelände (Art. 42, 3°)

\*\*\*

#### Kapitel V. — Identifizierung der voraussichtlichen Auswirkungen der Durchführung des Entwurfs auf den Menschen und die Umwelt

Hier gilt es, die Beschränkungen und voraussichtlichen bedeutsamen Auswirkungen (kumulative, synergische, kurz-, mittel- und langfristige, ständige und zeitweilige, sowohl positive als auch negative Nebenwirkungen) auf den Menschen und die Umwelt hervorzuheben. (Art 42, 8°)

Wenn die Verwertung der Abbaugelände in Phasen vorgesehen ist, so müssen die Auswirkungen in den verschiedenen Stadien dieser Verwertung bestimmt werden.

Es wird zwischen den Auswirkungen auf das durch den Vorentwurf oder durch die Standortvariante betroffene Gelände und den Auswirkungen auf die Nachbargelände unterschieden.

Diese Analyse muss für das Gelände des Vorentwurfs und der Standortvarianten vorgenommen werden.

#### 1. Auswirkungen auf die Lebensqualität (Gesundheit, Sicherheit, Hygiene,...)

1.1. Bebauter Bereich (Beziehung des Entwurfs mit der bereits bestehenden Siedlung und den anliegenden Anwesen, Vereinbarkeit mit den eventuellen Entwicklungsplänen, mit den bereits bestehenden Ausrüstungen und Infrastrukturen)

1.2. Auswirkungen auf die materiellen Güter und das Kulturerbe (unter Schutz gestellte Denkmäler und Gelände, sowie archäologische Ausgrabungen, Risse in den Gebäuden, Gefährdung der Standfestigkeit der Gebäude, Verschwinden oder Beschädigung von Gemeindewegen und -straßen, unterirdischen Kanalisationen (Wasser, Strom, Gas, Telefon, usw.) elektrischen Leitungen,...)

1.3. Verkehr (direkter und indirekter Verkehr - Anzahl LKW pro Tag, Verkehrsstrecke, Nutzlast, Auswirkungen auf das Straßen- und Autobahnnetz, die Infrastrukturen und die Verkehrsströme,...)

1.4. Sprengarbeiten (Schwingungen auf Höhe der nächstgelegenen Wohnungen und Wohn- und Freizeitgebiete und empfindlichen Gebiete wie Altenheim, Schule, Kinderkrippe, Gebiete mit technologischem Risiko, Geländeauswirkungen,...)

1.5. Lärm (auf Höhe der nächstgelegenen Wohnungen und Wohn- und Freizeitgebiete und empfindlichen Gebiete wie Altenheim, Schule, Kinderkrippe)

1.6. Luft und Klima (Staub, Anlegen von Owen-Messgeräten, Dunstbildung, Gerüche,...)

1.7. Topographie und Landschaften (während und nach der Abbautätigkeit, bitte Synthesebilder ausfertigen)

2. Auswirkungen auf die menschlichen Aktivitäten (touristische Aktivitäten, SEVESO Aktivitäten, landwirtschaftliche und forstliche Aktivitäten,...) (Art. 42, 9°)

3. Auswirkungen auf den Boden und den Unterboden (Karst, Bergbauarbeiten, Erdbeben, Erosion oder sonstige geotechnische Belastungen,...)

#### 4. Auswirkungen auf die Hydrogeologie und die Hydrologie

4.1. Veränderung des hydrogeologischen Systems (Absenkung des Grundwasserspiegels, Bodensenkung, Auswirkungen auf die Wasserentnahmestellen und auf das hydrographische Netz,...)

4.2. Veränderung des hydrologischen Systems (Abflussmenge und Belastung der Wasserläufe, Überschwemmungen infolge der Ableitung von Trockenlegungswasser, Verschwinden/Entstehen von Feuchtgebieten,...)

4.3. Mobilisierung der Trinkwasserressourcen

#### 5. Auswirkungen auf die Fauna, die Flora und die biologische Vielfalt

Während und nach der Durchführung des Entwurfs, Beschädigungen und Verluste von faunistischen Lebensräumen und Ökosystemen, mögliche Auswirkungen auf die Arten und Lebensräume von Arten von gemeinschaftlichem Interesse, Natura 2000-Gebiete,... (Gesetzgebung über die Naturerhaltung und EWG-Richtlinien 79/409/EWG und 92/43/EWG)

#### 6. Wechselbeziehung zwischen diesen verschiedenen Faktoren

#### 7. Merkmale der Gebiete, die erheblich betroffen werden könnten (Art. 42, 4°)

Es gilt, hinsichtlich der vorigen Punkte 1 bis 6, die Gebiete zu identifizieren, die erheblich betroffen werden könnten, die umweltbezogenen Merkmale dieser Gebiete zu beschreiben und anzugeben, wie diese Merkmale durch den Entwurf abgeändert werden könnten.

\*\*\*

Kapitel VI. — Überprüfung der Maßnahmen, die zu treffen sind, um die negativen Auswirkungen zu vermeiden, zu verringern oder auszugleichen und um die positiven Auswirkungen des Vorentwurfs oder der Standortvarianten zu verstärken oder zu steigern

#### 1. Darstellung der Abgrenzungs- und Durchführungsvarianten (Art. 42, 11°)

Die Varianten der Abgrenzung sind Varianten des Umkreises des(der) Abbaugelände(s).

Die Durchführungsvarianten betreffen zum Beispiel:

- eine genauere Bestimmung der Zweckverwendungen des(der) Gebiets(e);
- eine Phasierung der Bodennutzung;
- technische Ausrüstungen oder besondere Einrichtungen,...

Auf Ebene des Einflussbereichs sind die Grundsätze für die Identifizierung der Abgrenzungs- und Durchführungsvarianten die Folgenden:

- den Zielen des Vorentwurfs nachkommen;
- den Bestimmungen des CWATUP (Artikel 1, § 1) und der anderen regionalen verordnenden oder Orientierungsdokumenten entsprechen;

- das Potenzial und die Einschränkungen des Gebiets bestens ausnutzen: die negativen Auswirkungen minimieren und die positiven Auswirkungen auf sozialer, wirtschaftlicher und umweltbezogener Ebene fördern.

## 2. Einzuleitende Maßnahmen (Art. 42, 10°)

Für jede Variante werden die Maßnahmen identifiziert, die zu treffen sind, um die negativen Auswirkungen auf die Umwelt zu vermeiden, zu verringern oder auszugleichen und um die positiven Auswirkungen des Vorentwurfs zu verstärken oder zu steigern

Wenn solche Maßnahmen im Vorentwurf vorgesehen sind, soll überprüft werden, ob sie mit den Zielen der Revision und den Besonderheiten des Umfelds vereinbar sind. Wenn nötig können neue Vorschriften hinzugefügt werden

2.1. Anpassung der vorschriftsmäßigen Gebietseinteilung (einschließlich der in Artikel 40 des Gesetzbuches vorgesehenen Umkreise)

2.2. Festsetzung von zusätzlichen Vorschriften

Diese zusätzlichen Vorschriften können u.a. das Folgende betreffen (Artikel 41 des CWATUP):

- eine genauere Bestimmung der Zweckverwendungen des bzw. der Gebiete;
- die Erstellung eines kommunalen Raumordnungsplans;
- die Phasierung der Benutzung des bzw. der Gebiete;
- die Reversibilität der Zweckverwendungen, wenn der Entwurf nach einer bestimmten Zeit nicht durchgeführt worden ist;

— ...

2.3. Bestimmung von technischen Ausrüstungen und besonderen Einrichtungen

4. Einschätzung der Effizienz der Maßnahmen und der nicht reduzierbaren Restwirkungen

## 3. Überprüfung der Beachtung der relevanten Ziele in Sachen Umweltschutz für Mensch und Natur im Rahmen der Revision des Sektorenplans (Art. 42, 7°)

Die zu berücksichtigenden Ziele in Sachen Umweltschutz betreffen mindestens folgende Themen: biologische Vielfalt, Bevölkerung, menschliche Gesundheit, Fauna, Flora, Boden, Wasser, Luft, Klima, materielle Güter, Kulturerbe, einschließlich der architektonisch wertvollen Bauten und der archäologischen Schätze, Landschaften und Wechselwirkungen zwischen diesen Faktoren.

Es geht um die "relevanten" Ziele in Sachen Umweltschutz für den betreffenden Plan. Die Relevanz eines Ziels wird unter Berücksichtigung der voraussichtlichen bedeutsamen Auswirkungen des Plans auf die Umwelt im Sinne der oben erwähnten Definition bewertet.

Die zu berücksichtigenden Ziele in Sachen Umweltschutz sind diejenigen, die auf internationaler, gemeinschaftlicher Ebene oder durch die Mitgliedstaaten festgelegt worden sind.

Was die gemeinschaftliche Ebene betrifft, so können diese Ziele nicht nur aus dem sechsten Aktionsprogramm für den Umweltschutz, sondern auch aus den verschiedenen Europäischen Richtlinien, wie z.B. der Rahmenrichtlinie "Wasser", entnommen werden.

Falls die auf internationaler oder europäischer Ebene festgelegten Ziele in auf nationaler, regionaler oder lokaler Ebene festgelegte Ziele eingegliedert worden sind, so reicht die Berücksichtigung der Letzteren.

## 4. Voraussichtliche Entwicklung der Umweltlage, wenn der Plan nicht durchgeführt wird (Art. 42, 3°)

Hier geht es darum, die mögliche Entwicklung der umweltbezogenen Merkmale der Gebiete, die erheblich betroffen werden könnten (siehe Kapitel V, Punkt 7), anzugeben, falls keine Revision des Sektorenplans vorliegt.

\*\*\*

## Kapitel VII. — Begründungen, Empfehlungen und Überwachung der Durchführung des Plans

### 1. Begründung und Vergleich des Vorentwurfs und der verschiedenen Abgrenzungs- und Durchführungsvarianten (Art. 42, 11°)

Die Begründung erfolgt auf der Grundlage des Artikels 1, § 1 des CWATUP und der Analyse der vorhergehenden Kapitel.

Der Vergleich in der Form einer Tabelle beruht mindestens auf folgenden Elementen: (sowohl positive als auch negative) Auswirkungen auf das Umfeld, einzuleitende Maßnahmen zur Milderung der Auswirkungen, Restwirkungen.

An das hauptsächliche Potenzial und die hauptsächlichen Belastungen des Entwurfs zur Revision des Sektorenplans erinnern. Schlussfolgerungen über den Antrag und gegebenenfalls Angabe von Empfehlungen.

### 2. In Betracht gezogene Maßnahmen zur Überwachung der Durchführung des Sektorenplans (Art. 42, 13°)

Es geht darum, die bedeutsamen Auswirkungen aufzulisten, Überwachungsindikatoren bezüglich dieser Auswirkungen, ihr Berechnungs- und Feststellungsverfahren, die verwendeten Daten und deren Quellen, sowie Schwellenwerte vorzuschlagen.

Der Umweltverträglichkeitsprüfer kann über Punkte, die in der Akte des Genehmigungsantrags und in der Umweltverträglichkeitsprüfung des Entwurfs zu bekräftigen sind, Ratschläge erteilen.

## Kapitel VIII. — Beschreibung der Bewertungsmethode und der angetroffenen Schwierigkeiten

### 1. Vorstellung der Bewertungsmethode und der angetroffenen Schwierigkeiten (Art. 42, 12°)

Es geht darum, die spezifischen Elemente der Bewertungsmethode zu beschreiben und die insbesondere bei der Sammlung der Informationen und in den Methoden zur Einschätzung der Bedürfnisse angetroffenen Schwierigkeiten zu erklären.

### 2. Grenzen der Studie (Art. 42, 12°)

Für jede Phase des Lastenhefts erläutert der Umweltverträglichkeitsprüfer die angetroffenen Schwierigkeiten sowie die Punkte, die nicht gründlicher untersucht werden konnten und die gegebenenfalls in zukünftigen Umweltverträglichkeitsprüfungen gründlicher untersucht werden könnten.

\*\*\*

## Bibliographie

\*\*\*

## Nichttechnische Zusammenfassung

Inhaltsverzeichnis, gefolgt von der Liste der Karten, der Abbildungen und Bilder (mit den Nummern der Seiten, auf denen sie sich befinden).

*Die nichttechnische Zusammenfassung ist ein getrenntes Dokument, das höchstens 30 Textseiten umfasst. Es ist reichlich mit Karten, Abbildungen und Farbbildern dokumentiert.*

*Dieses Dokument muss die Umweltverträglichkeitsprüfung des Plans zusammenfassen und sie in eine nichttechnische Sprache übersetzen, damit sie für nicht Sachkundige verständlich ist, und die Teilnahme der Bürger an der öffentlichen Untersuchung fördern.*

*Die positiven, negativen Auswirkungen und die vorgeschlagenen Maßnahmen zur Verringerung der Auswirkungen (Empfehlungen) werden in der Form einer zusammenfassenden Tabelle dargestellt.*

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 14. Juni 2007, durch den beschlossen wird, den Sektorenplan Lüttich (Karte 34/6 S) einer Revision zu unterziehen und durch den der Vorentwurf zur Revision zwecks der Eintragung eines Abbaugebiets auf dem Gelände genannt "Boyou" und der Wiederverwendung eines Abbaugebiets auf dem Gebiet der Gemeinde Oupeye (Heure-le-Romain) als Agrargebiet verabschiedet wird, als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 14. Juli 2007

Der Minister-Präsident,  
E. DI RUPO

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,  
A. ANTOINE

—————  
VERTALING

#### MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

[2007/202951]

**14 JUNI 2007. — Besluit van de Waalse Regering tot herziening van het gewestplan Luik (blad 34/6 S) en tot aanneming van het voorontwerp van herziening met het oog op de opnemings van een ontginningsgebied op de locatie "Boyou" en op de herbestemming als landbouwgebied van een ontginningsgebied op het grondgebied van de gemeente Oupeye (Heure-le-Romain)**

De Waalse Regering,

Gelet op het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, inzonderheid op de artikelen 1, 13, 22, 23, 32, 35, 41 en 42 tot 46;

Gelet op het gewestelijk ruimtelijk ontwikkelingsplan aangenomen door de Waalse Regering op 27 mei 1999;

Gelet op het ontwerp-gewestplan Luik, voorlopig vastgelegd op 10 december 1976 door de Minister van Waalse Zaken en Ruimtelijke Ordening;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 26 november 1987 tot aanneming van het gewestplan Luik;

Gelet op het besluit van de Raad van State nr. 77.163 van 24 november 1998, gemeente Oupeye e.a. tegen het Waalse Gewest, waarbij de nietigverklaring wordt uitgesproken van het besluit van het Waalse Gewest van 18 juli 1996 waarbij de gedeeltelijke wijziging van blad 34/6 S van het gewestplan Luik met betrekking tot de opnemings van een ontginningsgebied gelegen in Oupeye (plaatsnaam "Boyou") definitief wordt aangenomen;

Gelet op het dossier van de aanvraag tot herziening van het gewestplan, ingediend in 2003 door de NV Tessenderlo Chemie, aangevuld in mei en juni 2005 en bijgewerkt in oktober 2006;

Gelet op het principe-akkoord uitgebracht op 14 maart 2007 door het college van burgemeester en schepenen van de gemeente Oupeye;

Gelet op het gunstig akkoord gegeven op 4 mei 2007 door het Directoraat-generaal Landbouw van het Ministerie van het Waalse Gewest;

Overwegende dat de Regering tot doel heeft zo spoedig mogelijk in te spelen op de ruimtebehoeften van de ontginningsactiviteit over de komende dertig jaar;

Overwegende dat de SA Sotraca de groeve van Heure-le-Romain (plaatsnaam "Boyou") ontgint voor rekening van de afdeling "Chimie minérale" van de SA Tessenderlo Chemie, een bedrijf dat sinds eind jaren 1950 actief is in de minerale producties van fosfaatproducten, en, o.a., van aanvullend veevoeder; dat het ontgonnen krijt gebruikt wordt als calciumbreng in het productieproces van dat aanvullend voeder;

Overwegende dat de SA Tessenderlo Chemie nu de enige Belgische producent is en dat ze 35 % van de Europese markt in handen heeft;

Overwegende dat die markt de laatste jaren een aanzienlijke ontwikkeling gekend heeft, dat er een sterke vraag is naar producten met een hoge ecologische waarde (m.a.w. sterk opgenomen door het dierlijke organisme) wegens het toegenomen belang van de ecologische en volksgezondheidscriteria in de dierlijke productie, naar aanleiding van o.a. het voorkomen, in het verleden, van de boviene spongiforme encephalopathie (BSE) in Groot-Brittannië, veroorzaakt door de opnemings van slachthuisafval in het veevoeder als calcium- en fosforinbreng; overwegende dat de markttoename sinds 2001, dus vlak na de BSE-crisis, constant op zo'n 16 % geraamd wordt;

Overwegende dat het gebruik van dat aanvullend voeder in de landbouw een ecologischere en rendabelere exploitatie (teelt en fokkerij) toelaat, waarbij de uitspattingen van het verleden voorkomen worden (BSE, watereutrofiëringsproblemen te wijten aan teveel fosfor in de mest);

Overwegende dat er een behoefte aan dat soort product bestaat in de fokkerijsector van het Waalse Gewest;

Gelet op de hoge reactiviteit van het krijt ten noorden van Heure-le-Romain, op de hoge chemische zuiverheid ervan, in het bijzonder op het gebrek aan ijzer- en aluminiumoxide en op het zeer lage percentage kiezelzand, klei en magnesia;

Overwegende dat de aanvrager stelt dat de eindproducten, dankzij de buitengewone kwaliteit van het gebruikte krijt, aldus zeer zuiver zijn en een hoge biologische waarde hebben en hierdoor buiten de Belgische grenzen gekend zijn;

Overwegende dat de hoge reactiviteit in een ietwat zure omgeving van het krijt dat gebruikt wordt in het door de NV Tessenderlo Chemie toegepaste proces zachte krijtlagen vereist, waarbij het gebruik van krijt dat uit het fijnmalen van kalkstenen voorkomt uitgesloten wordt;

Overwegende dat er volgens de aanvrager binnen een economisch aanvaardbare straal in de streek weinig krijtgroeven zijn met gelijkwaardige biochemische kwaliteiten en geen andere gekende vindplaats die ontginbaar is tegen vergelijkbare milieukosten: de krijtlagen in de regio's Dour, Maastricht, Aachen en Glaaien, o.a., kunnen niet gebruikt worden door de NV Tessenderlo Chemie;

Overwegende dat de witkrijtlaag van Heure-le-Romain veel groter is dan de geplande ontginning daar ze zich tegelijkertijd naar het Westen, het Noorden en het Oosten van de overwogen omtrek uitstrekt;

Overwegende dat de lagen met één of twee graden richting noord-noordoosten glooien;

Overwegende dat de overige geregistreerde ontginningsmogelijkheden m.b.t. die vindplaats moeilijker toegankelijk zijn vanwege de diepte ervan, hetgeen meer openlegging en het bereiken van de waterhoudende laag zou inhouden, daar de vindplaats noordwaarts dieper wordt en geologische breuken vertoont;

Overwegende dat die overige mogelijkheden niet alleen minder toegankelijk zijn op technisch vlak maar dat ze ook beperkt zijn wegens de nabijheid van de dorpen, de oliepijpleiding van de NAVO en de leidingen van Fluxys;

Overwegende dat de locatie "Boyou" in Heure-le-Romain in dit geval de meest geschikte plaats lijkt te zijn voor de opnemings van een ontginningsgebied waar zuiver witkrijt voor de behoeften van de NV Tessenderlo Chemie ontgonnen kan worden;

Overwegende dat het voor een goede ruimtelijke ordening bovendien beter is een reeds begonnen ontginning (die regelmatig is aangevat) voor te zetten dan een nieuw gebied te ontdekken en de over het grondgebied verspreide ontginningslocaties te vermenigvuldigen;

Overwegende dat de herziening ook zou moeten toelaten om de reeds ontgonnen terreinen te saneren en om de ontginning van de reeds blootgelegde terreinen te eindigen;

Overwegende dat de NV Tessenderlo Chemie het ontgonnen krijt vermengt met een gelijkwaardige hoeveelheid ander krijt van minderwaardige kwaliteit uit de groeve van Haccourt - Hallembaye (plaatsnaam "Hauts de Froidmont"), waarbij die vermenging een voldoende productiekwaliteit garandeert;

Overwegende dat de aanvrager bovendien stelt dat de levensduur van de ontginning van dat krijt voor de behoeften van de productie ervan zo groot mogelijk moet zijn; dat de exploitant te dien einde zorgt voor een zuivere en zorgvuldige ontginning ten einde alleen het zuivere krijt te ontginnen en de kwaliteiten van het product zoveel mogelijk te vrijwaren;

Overwegende bovendien dat de overwogen wijziging, die betrekking heeft op een beperkte oppervlakte t.o.v. van de vindplaats, niet moet laten vrezen voor de uitputting van de bron;

Overwegende derhalve dat dit ontwerp tot herziening van het gewestplan conform is het op 27 mei 1999 aangenomen gewestelijk ruimtelijk ontwikkelingsplan, daar het een schraal gebruik van de hulpbronnen van de ondergrond mogelijk maakt; dat het gewestelijk ruimtelijk ontwikkelingsplan inzake inzetten ook ontginningstechnieken voorstaat die de grondwaarde van de in de buurt van de ontginningslocaties gelegen onroerende goederen niet doen afnemen, hinder voor de omgeving beperken en het leefmilieu en het natuurlijke erfgoed in acht nemen (gewestelijk ruimtelijk ontwikkelingsplan, blz. 52);

Overwegende dat het ontginningsproces, dat eerder klein- dan grootschalig genoemd mag worden, in alle opzichten aan die voorschriften voldoet daar alleen de strikt noodzakelijke hoeveelheden geleidelijk ontgonnen kunnen worden, en alleen het krijt, zonder resten, door het scheiden van de overige lagen en gesteenten; dat zodoende het leefmilieu en het natuurlijke erfgoed in acht genomen worden;

Overwegende dat de ontginning van het krijt in Heure-le-Romain aansluit op de filosofie van het gewestelijk ruimtelijk ontwikkelingsplan daar het ontgonnen krijt een product met een hoge toegevoegde waarde is waarvan de ontginning niet te lijden heeft onder een sterke ecologische druk vanwege lang vervoer, noch het voorwerp is van technieken die een bijzondere hinder veroorzaken;

Overwegende dat de NV Tessenderlo Chemie gemiddeld 180 000 tot 200 000 ton krijt per jaar verbruikt, hetgeen overeenstemt met de gemiddelde productie van 95 000 ton per jaar van de groeve "Boyou", of een nettohoeveelheid van 50 000 m<sup>3</sup> per jaar;

Overwegende dat een ontoereikende krijtbevoorrading wederkerende moeilijkheden zou veroorzaken bij de productie van aanvullend veevoeder door de NV Tessenderlo Chemie;

Overwegende dat de krijtproductie bijdraagt tot de tewerkstelling van 750 personen op de productielocaties en op de bedrijfszetel van de NV Tessenderlo Chemie, een positief effect op de betalingsbalans van België (20 à 30 miljoen euro); dat de aanvrager van de herziening specificeert dat het totaal van de aankopen van de divisie "Chimie Minérale" van de NV Tessenderlo Chemie in de provincie Luik op 10 miljoen euro is geraamd;

Overwegende dat de ontginning van krijt voor rekening van de NV Tessenderlo Chemie goed is voor een deeltijdse rechtstreekse baan voor de eigenlijke ontginning (één persoon) en voor een technisch-administratieve baan (één persoon) bij de sa Sotraca en werk biedt aan zes chauffeurs die door een onderaannemer in dienst genomen worden, zonder te spreken over de indirecte tewerkstelling die doorgaans door dat soort ontginning gecreëerd wordt;

Overwegende dat voor de verplaatsing van de ontginningsgronden en de herinrichtingswerken een beroep gedaan wordt op toeleveringsbedrijven;

Overwegende dat het economische belang van de herziening van het gewestplan, doordat het krijt vanwege zijn bijzondere kwaliteit in het productieproces van aanvullend veevoeder gebruikt kan worden, veeleer bestaat in de creatie van indirecte banen i.v.m. het industriële proces en landbouwgebruik dan in het rechtstreeks op de locatie gecreëerde aantal banen;

Overwegende dat de plaatselijke geologie is vastgelegd via rechtstreekse waarnemingen verricht tijdens de lopende ontginning, alsook op basis van verkenningboringen uitgevoerd in het noordelijke gedeelte van de locatie en van een onderzoek tot indeling van de voormalige groeve Electrabel, plaatsnaam "Thier Simon";

Overwegende dat de aanwezigheid van wit krijt (calcsiltite) ten westen, ten noorden en ten oosten van de huidige ontginningsgroef is bevestigd in het kader van de inventarisering van de hulpbronnen van de ondergrond waaraan de Universiteit van Luik in 1999 de laatste hand heeft gelegd voor het gewestplan Luik;

Overwegende dat het op grond van dat onderzoek noodzakelijk is ongeveer vijftien bruto hectare afzettingsreserven op te nemen om de ontginning te kunnen voortzetten en in te spelen op de helft van de behoeften van de NV Tessenderlo Chemie voor de komende dertig jaar, zoals voorzien in gewestelijk ruimtelijk ontwikkelingsplan;

Overwegende dat de NV Tessenderlo Chemie, op basis van een ontginbare laag van maximum 20 meter, acht dat haar aanvraag tot gewestplanherziening het mogelijk zou moeten maken op haar behoeften in te spelen over de komende 35 jaar;

Overwegende dat uit deze gegevens blijkt dat de overwogen gewestplanwijziging met het oog op de opnemings van een ontginningsgebied gerechtvaardigd is door economische en sociale behoeften;

Overwegende dat de aanvrager niet kiest voor een intensieve ontginning, maar wel voor een ontginning waarbij opzettelijk weinig technische en menselijke middelen komen kijken ten einde de kwaliteit van het krijt te vrijwaren en een bevoorrading op lange termijn te waarborgen;

Overwegende dat dat soort ontginning weinig hinder veroorzaakt; dat de werkwijze bij de ontginning van het lichte type is (geen mijnschieten, geen steenbrekerij-zeverij,...); dat slechts één hydraulische graafmachine af en toe door één persoon gehanteerd wordt;

Gelet op de toegankelijkheid van de locatie tot de A13 via de RN 618 en tot de E25 via de RN 671 en de RN 602, mits het doorkruisen van dorpen; overwegende dat de exploitant zich ertoe verbonden heeft de toegangsweg tot de locatie westwaarts te verleggen (rue du Boyou), aan de overkant van het dorpscentrum, tegenover het kerkhof;

Overwegende dat de weerhouden omtrek i.v.m. de op 13 juli 1996 aangenomen omtrek oostwaarts is ingeperkt om niet te dicht bij het dorpscentrum van Heure-le-Romain te liggen;

Overwegende dat de ontginning van de krijtgroeve zoals overwogen in het ontwerp van herziening een activiteit is die verenigbaar is met de vlotte inrichting van de omgeving, voor zover isoleringsvoorzieningen aangebracht worden waardoor potentiële hinder voor de buurt voldoende beperkt worden, hetgeen deel uitmaakt van de ontginningsvoorwaarden waarin de eenmalige vergunning moet voorzien;

Overwegende dat de ontginning niet onder het grondwaterniveau uitgevoerd wordt en niet gelegen is bij een omtrek voor de preventie van drinkwaterwinning;

Gelet op de lage biologische waarde van de terreinen die het voorwerp zijn van de nieuwe ontginning;

Overwegende dat op de door de ADESA opgestelde lijst gewag maakt van een landschappelijk waardevolle omtrek ten noorden van de locatie en van een omtrek ten westen van de locatie;

Overwegende dat de nog niet opengelegde en ontgonnen terreinen voor landbouw gebruikt worden; dat de gronden, die voornamelijk vlot draineerbaar slib bevatten en met een texturele B-horizon, zeer geschikt zijn voor landbouw;

Gelet op de aanwezigheid van Fluxys-leidingen en van een Navo-leiding ten noorden van de locatie;

Overwegende dat de omtrek die het voorwerp uitmaakt van het ontginningsgebiedontwerp coherent is daar hij is vastgelegd op grond van de volgende grenzen:

- in het Oosten, door de rechtstreekse aanwezigheid, verderop het pad nr. 35, plaatsnaam "Thier Simon", van de in een ontginningsgebied gelegen voormalige groeve Electrabel, gekenmerkt door een gedeeltelijk opgehoogde groef;

- in het Noorden, door een landbouwweg;

- in het Noordwesten, door de "rue du Boyou";

- in het Westen, door een talud gelegen in een woongebied met landelijk karakter;

- in het Zuiden, door de grens van het in lintbebouwing aangelegde woongebied met landelijk karakter van de "rue du Boyou";

Overwegende dat de percelen die kadastraal bekend zijn als Oupeye, Heure-le-Romain - Sectie A nr.70e, 83e, 83h en 83k en die overeenstemmen met de oorspronkelijke ontginningsgroef als ontginningsgebied van 5,4 ha waren opgenomen in het ontwerp van het gewestplan Luik dat op 10 december 1976 voorlopig is vastgelegd door de Minister van Waalse Zaken en Ruimtelijke Ordening;

Overwegende dat de "CRAT" in haar advies van 11 maart 1986 geacht heeft dat de groeve "Boyou" aan haar bestemming is onttrokken; dat die terreinen volgens dat advies als een te saneren landbouwgebied zijn opgenomen op het gewestplan Luik dat door de Waalse gewestexecutieve van 26 november 1987 is vastgelegd;

Overwegende dat de ontginning van de percelen die kadastraal bekend zijn als Oupeye, Heure-le-Romain - Sectie A, nr. 99c en 99d gedekt is door bouw- en ontginningsvergunningen die zijn toegekend op respectievelijk 19 februari 1990 door de gemeente Oupeye en 17 mei 1990 door de bestendige deputatie van de provincieraad van Luik;

Overwegende dat de SA SOTRACA in maart 1990 en augustus 1993 een aanvraag tot gedeeltelijke wijziging van het gewestplan Luik heeft ingediend met het oog op de opnemings van een ontginningsgebied op in landbouwgebied gelegen percelen;

Overwegende dat een eerste herziening van het gewestplan bij besluit van de Waalse Regering van 18 juli 1996 is aangenomen met het oog op de opnemings van een ontginningsgebied van 20 ha;

Overwegende dat dat besluit van de Waalse Regering van 18 juli 1996 geschorst werd en vervolgens door de Raad van State nietig verklaard werd bij het schorsingsarrest nr. 67.126 van 27 juni 1997 en bij het nietigverklaringsarrest nr. 77.163 van 24 november 1998 omdat het economische belang, waarop het openbaar nut van de gewestplanherziening gegrond was, niet aangetoond was in het administratieve dossier, omdat de alternatieven niet het voorwerp hadden uitgemaakt van een onderzoek in het aanvraagdossier, omdat de Regering de regularisatie van de bestaande toestand niet om ernstige redenen had gerechtvaardigd en omdat de herinrichting "onzeker" was;

Overwegende dat de huidige procedure tot gewestplanherziening bedoeld in de artikelen 42 tot 46 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium niet meer uitdrukkelijk verwijst naar het begrip "openbaar nut";

Overwegende dat de economische behoefte aan een grondstof van die kwaliteit bewezen is, o.a. door de gunstige gevolgen voor de landbouwsector, die in het Waalse Gewest beschermd moet worden; dat bovendien de milieubreng die resulteert uit het gebruik van het eindproduct dat vanaf bedoeld krijgt teweegebracht wordt bewezen is;

Overwegende dat deze herziening de volgende drie doelstellingen nastreeft : de ontginning van 11,0 ha nog niet ontgonnen grond, de bevestiging van de ontginning van 2,8 ha grond die reeds opengelegd en gedeeltelijk ontgonnen zijn en de herinrichting van 4,9 ha reeds ontgonnen grond;

Overwegende dat bovenbedoelde gegevens aantonen dat de locatie "Boyou" in Heure-le-Romain (Oupeye) de enige ontginning van zuiver krijt is die toelaat in het door de NV Tessenderlo Chemie ontwikkelde productieproces te stappen tegen een redelijke technische en ecologische kostprijs;

Overwegende dat dat gebrek aan geloofwaardig alternatief gevalideerd zal moeten worden door de auteur van het effectonderzoek van het plan;

Overwegende dat de kwaliteit van het krijt en niet de aanwezigheid van de huidige groef de localisatie rechtvaardigt van de gewestplanherziening met het oog op de opnemings van een ontginningsgebied dat kan inspelen op de behoeften van de NV Tessenderlo Chemie;

Overwegende dat de Raad van State niet uitsluit dat een gewestplanherziening uitgevoerd wordt om een bestaande activiteit te regulariseren, voorzover de overheid zodoende niet gehandeld heeft onder het gewicht van het voldongen feit;

Overwegende dat de bevestiging van de toekenning van de vergunningen in de vorm van een opnemings van een ontginningsgebied van 2,8 ha grond, die al het voorwerp hebben uitgemaakt van een openlegging en van een aanvang van ontginning, niet gewettigd is vanwege het gewicht van het voldongen feit maar wel vanwege de kwaliteit van het krijt en van de kleine hinder die veroorzaakt wordt, op grond waarvan de voortzetting van de ontginning wordt gerechtvaardigd;

Overwegende dat de NV Tessenderlo Chemie een dringende behoefte heeft aan krijt van die kwaliteit;

Overwegende dat het perceel dat kadastraal bekend staat als Oupeye, Heure-le-Romain - Sectie A, nr. 0e, namelijk het perceel Dardenne, het voorwerp van een herinrichting is geweest en dat de landbouwbestemming ervan gehandhaafd moet worden;

Overwegende dat de overige ontgonnen percelen een betrekkelijk heuvelachtig reliëf vertonen zodat een effectief gebruik ervan niet mogelijk is; overwegende dat ze weer voor landbouw bestemd zouden kunnen worden na het effenen van de openleggingsgronden;

Overwegende dat de herinrichting van die reeds ontgonnen terreinen als voorwaarde gesteld moet worden vooraleer de in het Noorden en in het Westen van de huidige groef opgenomen terreinen ontgonnen mogen worden; dat de herinrichting van een groeve geen activiteit is die in een landbouwgebied uitgevoerd mag worden; dat de omtrek omvattende de terreinen die reeds als ontginningsgebied uitgebaat worden dan ook opgenomen moeten worden met een bijkomende voorschrift waarbij de toelaatbare activiteiten tot de herinrichting beperkt worden en waarbij die terreinen na herinrichting als landbouwgebied moeten kunnen dienen;

Overwegende dat de ontginning, de herinrichting en de bestemming als landbouwgebied van de percelen die kadastraal bekend staan als Oupeye, Heure-le-Romain - Sectie A, nr. 85, 86, 87 en 95, over een oppervlakte van 1,8 ha een herinrichting en een coherente bestemming van het gezamenlijke Zuidwestelijke gedeelte van de locatie "Boyou" zouden mogelijk moeten maken;

Overwegende dat de exploitant zich ertoe verbonden heeft de heringerichte terreinen die op zijn eigendom liggen of zullen liggen krachtens beloftes van verkopen die thans afgesloten zijn (percelen die kadastraal bekend staan als Oupeye, Heure-le-Romain - Sectie A, nr. 85, 86, 87, 95, 99c, 99d voor een oppervlakte van ongeveer 5 ha voor één symbolische euro aan de gemeente af te staan;

Overwegende dat artikel 46, § 1, van het Wetboek bepaalt dat "de opnemings van een nieuw bebouwingsgebied gecompenseerd wordt door een gelijkwaardige wijziging van een bestaand bebouwingsgebied in een niet-bebouwingsgebied of door een alternatieve compensatie bepaald door de Regering.";

Overwegende dat het ontginningsgebied gelegen in Oupeye (Heure-le-Romain), in het noordwesten van de locatie, plaatsnaam "Xhavée de Froimont", oppervlakte 8,1 ha, niet het voorwerp is geweest van een ontginning; dat het economische belang van de ontginning beperkt wordt wegens de dikte van de sliblaag en de diepte van het krijt t.o.v. het grondwaterniveau; dat de gronden, voornamelijk van het soort vlot draineerbaar slib met een texturele B-horizon, zeer geschikt is voor landbouw; dat het doorkruist wordt door een oliepijpleiding van de NAVO en door Fluxys-leidingen; dat het gedeeltelijk gelegen is in een landschappelijk waardevolle omtrek die op de lijst van de "ADESA" staat; dat de meest geschikte bestemming een landbouwbestemming is;

Overwegende dat de geplande bestemmingswijzigingen overeenstemmen met de in feite en in rechte bestaande inrichtingsmogelijkheden;

Overwegende dat het op 26 november 1987 aangenomen gewestplan Luik, rekening houdend met wat voorafgaat, gewijzigd moet worden in Oupeye (Heure-le-Romain), wat betreft de volgende grondgebiedsdeelten :

- de opnemings van 4,9 ha reeds geëxploiteerd landbouwgebied, ligging plaatsnaam "Boyou", als ontginningsgebied met een bijkomend specifiek voorschrift waarbij een herinrichting en de mogelijkheid tot herbestedding als landbouwgebied opgelegd worden,

- de opnemings van 1,8 ha landbouwgebied, ligging plaatsnaam "Boyou", als ontginningsgebied met een bijkomend voorschrift waarbij de mogelijkheid tot herbestedding als landbouwgebied opgelegd wordt,

- de opnemings van 2,8 ha landbouwgebied, ligging plaatsnaam "Boyou", als ontginningsgebied,

- de opnemings van 8,9 ha landbouwgebied en van 0,3 ha woongebied met landelijk karakter, ligging plaatsnaam "Boyou", als ontginningsgebied met een bijkomend voorschrift waarbij de voorafgaande herbestedding van de reeds ontgonnen terreinen opgelegd wordt,

- de opnemings van 8,1 ha ontginningsgebied, ligging plaatsnaam "Xhavée de Froidmont", als landbouwgebied;

Overwegende dat de herinrichting van de reeds ontgonnen 4,9 ha landbouwgebied, ligging plaatsnaam "Boyout", beschouwd kan worden als een voldoende alternatieve compensatie ter dekking van de tijdelijke bestemming van die terreinen als ontginningsgebied;

Overwegende dat de 8,1 ha planologische compensaties "Xhavée de Froidmont" slechts gedeeltelijk het saldo dekken van de 13,5 ha voor bebouwing bestemde nieuwe gebieden die in de "Boyout" opgenomen zijn;

Overwegende dat, behalve het afstaan van 5 ha gronden aan de gemeente Oupeye, het storten van een bedrag van € 50.000 € aan de NV Tessenderlo Chemie opgelegd moet worden als bijdrage, in het kader van de alternatieve compensatie, in projecten van algemeen belang ontwikkeld door de gemeente Oupeye;

Gelet op het besluit van het gemeentecollege van Oupeye van 30 mei 2007 betreffende de bestemming van de som van € 50.000 die door de NV Tessenderlo Chemie als alternatieve compensatie gestort zal worden;

Overwegende dat het geheel van de compensaties een positieve inbreng van de herziening betekent voor de gemeenschap;

Overwegende dat de herziening van het gewestplan een landschappelijke samenhang en een sanering van de gezamenlijke locatie zal mogelijk maken op een oppervlakte van ongeveer 4,9 ha ontgonnen gronden; 2,8 gronden die nu ontgonnen worden; 11 ha gronden die ontgonnen zouden kunnen worden na de inwerkingtreding van de herziening van het gewestplan, waarvan 1,8 ha die een nieuwe bestemming zullen kunnen krijgen;

Overwegende dat bedoeld ontwerp voldoet aan de bepalingen van artikel 1 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium daar het tegen redelijke milieukosten de vervaardiging beoogt van een product met hoge toegevoegde waarde dat op een reële behoefte inspelt en zeer positieve effecten op de landbouwsector heeft, waarbij de instandhouding van een kwaliteitsvol leefmilieu gewaarborgd wordt, met inachtneming van de duurzame ontwikkeling,

Besluit :

**Artikel 1.** De Waalse Regering beslist tot de herziening van het gewestplan Luik met het oog op de opnemings van ontginningsgebieden en van de verandering van bestemming van een ontginningsgebied.

**Art. 2.** Het neemt het voorontwerp van gewestplanherziening aan overeenkomstig bijgevoegd plan, waarop de volgende gebieden opgenomen zijn op het grondgebied van de gemeenten Oupeye, Heure-le-Romain (blad 34/6 Zuid) :

- een ontginningsgebied aangegeven met de overdruk \*S.24;
- een ontginningsgebied aangegeven met de overdruk \*S.25;
- een ontginningsgebied;
- een ontginningsgebied aangegeven met de overdruk \*S.26;
- een landbouwgebied.

**Art. 3.** Het gebied aangegeven met de overdruk \*S.24 is bestemd voor activiteiten die nodig zijn voor de herinrichting ervan. Het ontginningsgebied kan na herinrichting ervan weer als landbouwgebied bestemd worden.

**Art. 4.** Het gebied aangegeven met de overdruk \*S.25 wordt gedekt door de mogelijkheid om het ontginningsgebied na ontginning en herinrichting weer als landbouwgebied te bestemmen.

**Art. 5.** De volledige herinrichting van de gebieden die het voorwerp zijn van de aanvullende voorschriften \*S.24 en \*S.25 en de overdracht van 5 ha gronden van de NV Tessenderlo aan de Gemeente Oupeye worden gesteld als voorwaarden voor elke ontginning van het gebied aangegeven met de overdruk \*S.26.

**Art. 6.** Bij wijze van alternatieve compensatie legt de Regering hetgeen volgt op :

- de herinrichting van het ontginningsgebied aangegeven met de overdruk \* S24;
- de overdracht voor de symbolische euro aan de gemeente Oupeye van het gedeelte van de gronden die eigendom zijn van de aanvrager;
- het storten door de NV Tessenderlo van een alternatieve compensatie van € 50.000 als bijdrage in de volgende projecten van algemeen belang ontwikkeld door de Gemeente Oupeye:
  - \* de herinrichting van de speelplaatsen van de scholen Centre en Briquet in Heure-le-Romain;
  - \* de herinrichting van de overdekte speelplaats van de school Briquet;
  - \* de tenuitvoerlegging van projectfiches van het toekomstige gemeentelijke plan voor natuurontwikkeling.

**Art. 7.** Het storten van de financiële compensatie wordt als voorwaarde gesteld voor de toekenning van elke vergunning tot ontginning van de ontginningsgebieden die bij dit besluit op het gewestplan opgenomen worden.

**Art. 8.** De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling wordt ermee belast bijgevoegde ontwerp-inhoud van planeffectonderzoek voor advies voor te leggen aan de "Commission régionale d'Aménagement du Territoire" en aan de "Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable" en daarna ter aanneming voor te leggen.

Namen, 14 juni 2007.

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,  
A. ANTOINE



## Bijlage

## Bijlage 1 bij het bestek

Voorontwerp van herziening van het gewestplan LUIK met het oog op de opnemings van een ontginningsgebied op de locatie "Boyou" en op de herbesteding als landbouwgebied van een ontginningsgebied op het grondgebied van de gemeente OUPEYE (Heure-le-Romain)

## INHOUD VAN HET PLANEFFECTONDERZOEK

1. Het voorontwerp van herziening van het gewestplan LUIK (blad 34/6 S), aangenomen bij het besluit van de Waalse Regering van 14 juni 2007, bevat de opnemings van :

- een ontginningsgebied aangegeven met de overdruk \*S.24;
- een ontginningsgebied aangegeven met de overdruk \*S.25;
- een ontginningsgebied aangegeven met de overdruk \*S.26;
- een ontginningsgebied zonder overdruk;
- een landbouwgebied.

Het gebied aangegeven met de overdruk \*S.24 is bestemd voor de activiteiten die nodig zijn voor de herinrichting ervan. Het ontginningsgebied kan na herinrichting ervan weer als landbouwgebied bestemd worden.

Het gebied aangegeven met de overdruk \*S.25 wordt gedekt door de mogelijkheid om het ontginningsgebied na ontginning en herinrichting ervan weer als landbouwgebied te bestemmen.

De volledige herinrichting van de gebieden die het voorwerp zijn van de bijkomende voorschriften \*S.24 en \*S.25 en de overdracht van 5 ha gronden van de NV TESSENDERLO aan de gemeente Oupeye worden als voorwaarden gesteld voor elke ontginning van het gebied aangegeven met de overdruk \*S.26.

Het besluit bevat drie voorstellen tot alternatieve compensatie :

- de herinrichting van het ontginningsgebied aangegeven met de overdruk \* S24;
- de overdracht voor de symbolische euro aan de gemeente Oupeye van het gedeelte van de gronden die eigendom zijn van de aanvrager;
- het storten door de NV TESSENDERLO van een financiële compensatie van € 50.000 voor projecten van algemeen belang opgestart door de Gemeente Oupeye.

2. Omvang van het effectonderzoek en nauwkeurigheidsgraad van de gegevens (art. 42, tweede lid, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium).

## 2.1.Omvang

De herbesteding van een ontginningsgebied als landbouwgebied, voorzien als planologische compensatie bij de opnemings van het nieuwe ontginningsgebied (art. 46, § 1, tweede lid, 3°, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium heeft tot doel geen bebouwbare zone te verwezenlijken die op het van kracht zijnde gewestplan opgenomen is en de feitelijke toestand te handhaven.

Deze wijziging van bestemming zou geen belangrijke milieueffecten mogen hebben. Anderzijds komt de geschiktheid van deze herbesteding niet ter sprake rekening houdend met de ontginningseisen (NAVO- en FLUXYS-leidingen en grondwaterspiegel).

Hetzelfde geldt voor de alternatieve financiële compensatie en de overdracht voor de symbolische euro aan de gemeente Oupeye van het gedeelte van de betrokken terreinen die eigendom van de aanvrager zijn.

Deze elementen moeten dus niet aan een milieubeoordeling onderworpen worden.

De milieubeoordeling zal dan ook betrekking hebben op :

- de opnemings van de vier gedeelten ontginningsgebied;
- de herinrichting van de gedeelten ontginningsgebied aangegeven met de overdrukken \*S.24 en \*S.25.

## 2.2. Nauwkeurigheidsgraad van de gegevens

Onderstaand bestek is een type document waarvan de nauwkeurigheidsgraad als voldoende beschouwd wordt krachtens artikel 42 van het Wetboek.

De menselijke, socio-economische en milieukeurmerken worden onderzocht op het niveau van de algemene territoriale context (fase 1) en op de microgeografische schaal van het studiedomein van de kwetsbaarheden en milieueisen (fase 2).

## Fase 1

## Hoofdstuk I. — Omschrijving van het voorontwerp van plan

## 1. Doel van de gewestplanherziening (art. 42, 1°)

*Ligging en oppervlakte van de ontginningszone(s) (of andere zones en/of omtrek(ken) voorzien in artikel 40 van het Wetboek) opgenomen in het voorontwerp van plan :*

- exacte lokalisatie (provincie, gemeente(n), plaatsnaam, straat, bladnr. NGI, Lambert-coördinaten) en afbeelding op wegen- en topografische kaarten (1/50 000 en 1/10 000) + orthofotoplan op 1/10 000;
- kadastrale percelen betrokken bij de gewestplanherziening op de NGI-kaart aangebracht met schaal 1/10 000e en 1/25 000e, de totale oppervlakte van de eigendom van de aanvrager opgeven, afschrift van de akkoorden i.v.m. de terbeschikkingstelling van de gronden,...;

- (huidige en geplande) bestemmingen in het gewestplan (kaarten 1/10 000e en 1/25 000e); de oppervlakten van de zones waarvan de bestemming verandert (met inbegrip van de omtrekken bedoeld in artikel 40 van het Wetboek) nader bepalen.

*In voorkomend geval de bepaalde bijkomende voorschriften nader omschrijven (zie artikel 41 van het Wetboek).*

2. Identificatie en expliciteer van de doelstellingen van de herziening van het gewestplan (Art. 42, 1°)

*Doel is de doelstellingen van de Regering bedoeld in het besluit van voorontwerp van het plan voor het publiek duidelijk en begrijpelijk maken.*

*Het is geen kopieerwerk en ook geen interpretatie.*

3. Kritische analyse van de verenigbaarheid van de doelstellingen van het voorontwerp ten opzichte van de relevante plannen en programma's (art. 42, 1°).

*Die analyse dient onder andere de controle te bevatten van de verenigbaarheid van de doelstellingen van het voorontwerp met de belangen voorgesteld in de gewestelijke regelgeving en beleidsteksten, namelijk het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, en de verschillende plannen en programma's zoals het gewestelijk ruimtelijk ontwikkelingsplan, het milieubeleidsplan voor de duurzame ontwikkeling, het bijgewerkte toekomstcontract voor Wallonië...*

*De doelstellingen van bedoelde gewestelijke documenten moeten niet samengevat worden. Wat wel gedaan moet worden, is de doelstellingen van het voorontwerp analyseren ten opzichte van die documenten.*

Hoofdstuk II. — Sociaal-economische verantwoording van de uitbreiding  
of de oprichting van een ontginningsgebied op het gewestplan

In dit hoofdstuk wordt nagegaan of de gronden opgenomen als ontginningsgebied in het gewestplan op een relevant grondgebied (nader te bepalen) op de vraag kunnen ingaan en worden de voornaamste sociaal-economische effecten van de herziening van het gewestplan aangeduid (Art. 42, 2°).

1. Evaluatie van de behoefte

1.1. Kenmerken van het product

Specifieke kenmerken, toegevoegde waarde en gebruiksvormen van het product, benoeming van de concurrerende of vervangingsproducten en van de voor- en nadelen in vergelijking met het overwogen product ten opzichte van de concurrerende producten, het soort vervoer dat gebruikt wordt en het aandeel van het vervoer in de kostprijs van het product.

1.2. Evaluatie van de vraag

Hier worden de perspectieven inzake de productie door de exploitant ten opzichte van de marktperspectieven van de ontgonnen stof geëvalueerd.

1.2.1. Globale markt van de stof: huidige toestand en ontwikkelingsperspectieven

De huidige (daadwerkelijke en potentiële) afzetmogelijkheden van de ontgonnen stof evalueren ten opzichte van de verschillende gebruiksvormen (in voorkomend geval het belang van de ontgonnen rotsgesteenten op erfgoedvlak aangeven), alsook de schaal van de markt (afzetkring), van het lokale naar het internationale vlak. Als de denkoefening relevant is, de voornaamste ondernemingen die heden (daadwerkelijk en potentieel) klant zijn, noemen en op een kaart aangeven, alsook aangeven welk belang zij kunnen halen uit de inbedrijfname van de locatie; in het tegenovergesteld geval, de afzetkring in kaart brengen en nader omschrijven.

- Evolutie van de markt de volgende 30 jaar: Er zal met name rekening worden gehouden met de evolutie van de gebruiksvormen van het product, de ontwikkeling van vervangingsproducten en de vermoedelijke evolutie in de vervoerskosten.

1.2.2. Plaats die de onderneming bekleedt op de (huidige en toekomstige) markt

- Omschrijving van de concurrentie, zowel regionaal als internationaal, die dezelfde stof ontgint en dezelfde afzetkring bespeelt (elke concurrerende locatie op een kaart aanduiden)

- Raming van het relatieve marktaandeel van de onderneming (zie hoger).

Groeiperspectieven van de onderneming afhankelijk van de marktrevolutie en de productieperspectieven van de concurrerende ondernemingen (eveneens de verzoeken om herziening van gewestplannen in overweging nemen).

1.2.3. Conclusie over de productieperspectieven van de onderneming over dertig jaar.

1.2. Evaluatie van het aanbod

Het aanbod van de te ontginnen stof dat kwalitatief én kwantitatief de onder 1.2.3. gevalideerde vraag kan dekken, wordt hier geëvalueerd.

Die evaluatie gebeurt in twee stappen.

- In een eerste stap wordt het huidig in bedrijf zijnde ontginningsgebied onderzocht.

- In een volgende stap worden de ontginningsgebieden onderzocht die overeenstemmen met een gelijkaardige afzetting, opgenomen op het gewestplan in de hierboven aangegeven afzetkring en die niet beantwoorden aan de ontwikkelingsperspectieven van de concurrerende ondernemingen opgegeven in 1.2.2.

Voor elke locatie die op een kaart wordt aangegeven, worden de kenmerken van de afzetting aangegeven: kwaliteit van de gesteenten (beschikbare natuur- en scheikundige analyses of kwaliteitslabels), geschatte reserves (berekeningsmethodes uitleggen) en uitbaatmogelijkheden.

De toegankelijkheid van de site en het bestaan van de noodzakelijke infrastructuur worden eveneens nagekeken, alsook de mogelijkheid om de exploitatie te verrichten in functie van de voornaamste bodembezettingen (gevolgen van de onverenigbaarheid van de ontginningsactiviteit met de andere bodembezettingen en de menselijke activiteiten), en de plaats van de site tegenover de bestaande uitbating en de huidige en toekomstige afnemers.

1.4. Conclusie over de evaluatie van de behoeften.

De conclusie betreft de noodzaak om een ontginningsgebied uit te breiden of op te richten op het gewestplan in de aangegeven afzetkring.

2. Sociaal-economische gevolgen.

Hier wordt de daaruit voortvloeiende economische activiteit geschat (zowel voor als na de ontginning) door de uitbating, rechtstreekse en onrechtstreekse werkgelegenheid en de financiële impact (belastingen, retributies,...).

Hoofdstuk III. — *Validering van de ligging van het voorontwerp  
Identificatie en analyse van de liggingsvarianten*

Het gaat er hier om op schaal van de afzetkring de ligging van het voorontwerp al dan niet te valideren :

- ten opzichte van de gewestelijke opties die op dit grondgebied toepasselijk zijn;
- in functie van de in 1.3. onderkende liggingscriteria,

en, in voorkomend geval, liggingsvarianten die voldoen aan deze elementen binnen dat grondgebied te zoeken.  
(Art. 42, 11°)

1. Ruimtelijke overschrijving van de grote gewestelijke opties

De opties die bij gewestelijke beleidsdocumenten bepaald worden (gewestelijk ruimtelijk ontwikkelingsplan, milieubeleidsplan voor de duurzame ontwikkeling, Toekomstcontract, overkoepelende beleidsplannen,...) worden overgeschreven op het grondgebied dat de afzetkring uitmaakt.

2. Benadrukking van de voornaamste liggingscriteria die beantwoorden aan de doelstellingen van het voorontwerp zoals geldig verklaard in punt 3 van hoofdstuk I

Volgende gegevens worden in ieder geval onderzocht :

- 2.1. Kenmerken van de afzetting : kwaliteit van de gesteenten (beschikbare natuur- en scheikundige analyses of kwaliteitslabels), geschatte reserves (berekenningsmethodes uitleggen) en uitbaatmogelijkheden.
- 2.2. Ligging van de site tegenover bestaande uitbating en tegenover huidige en toekomstige afnemers
- 2.3. Bereikbaarheid
- 2.4. Bestaan van noodzakelijke infrastructuur
- 2.5. Uitbaatmogelijkheden in functie van de voornaamste bodembezettingen (gevolgen van de onverenigbaarheid van de ontginningsactiviteit met de andere bodembezettingen en de menselijke activiteiten)

3. Validering van de ligging van het voorontwerp.

Hier wordt nagegaan of de ligging van het voorontwerp niet in tegenspraak komt te staan met de gewestelijke opties onderkend in punt 1 en de liggingscriteria uiteengezet in punt 2 naleeft.

4. Onderzoek naar en presentatie van wisseloplossingen inzake ligging van het voorontwerp

Doel is liggingsvarianten voor het voorontwerp te zoeken en aan te nemen door de liggingscriteria toe te passen die naar voren zijn gekomen in punt 2 toe te passen op het grondgebied van de afzetkring waarbij rekening wordt gehouden met de gewestelijke opties bepaald in punt 1.

Die liggingsvarianten worden beknopt voorgesteld.

5. Keuze van wisseloplossingen inzake ligging

Hier wordt de vergelijking gemaakt van het voorontwerp en van de liggingsvarianten wat betreft :

- de gewestelijke opties
- de liggingscriteria
- de menselijke, sociaal-economische en ecologische potentialiteiten en drukfactoren van het grondgebied van de afzetkring
- de kostprijs van de ontsluiting voor de gemeenschap en worden één of meer liggingsvarianten uitgekozen.

Als er geen enkele liggingsvariant beter aan de liggingscriteria beantwoordt dan het voorontwerp, hoeft er geen wisseloplossing uitgekozen te worden.

Fase 2

Hoofdstuk IV. — *Aanwijzing en analyse van de drukfactoren  
en de potentialiteiten van de sites uit de voorontwerpen en van de liggingsvarianten*

1. Omschrijving van het regelgevend verband

1.1. Inrichtingsgebieden en -omtrekken conform de regelgeving

- 1.1.1. Gewestelijk niveau (*gewestplan, gewestelijk stedenbouwkundig reglement, saneringsplan per onderstroomgebied, algemeen reglement op gebouwen in landbouwgebieden,...*)
- 1.1.2. Gemeentelijk niveau (*bijzonder plan van aanleg, gemeentelijk plan van aanleg, gemeentelijk milieuplan voor duurzame ontwikkeling, gemeentelijk natuurbevoororderingsplan, gemeentelijk structuurplan, gemeentelijk stedenbouwkundig reglement, algemeen gemeentelijk afwateringsplan,...*)

1.2. Goederen waarvoor een bijzondere regelgeving geldt

- 1.2.1. Fauna en flora (*rechtsstatuut van de bossen en wouden, natuurpark, natuurresoorten, Natura 2000-omtrekken, ruimten van gemeenschapsbelang, natuurlijke habitats (decreet van 6 december 2001) en soorten van gemeenschapsbelang,...*) (art. 42, 5°)
- 1.2.2. Menselijke activiteiten (*rechtsstatuut van de wegen en verkeerswegen, autonoom net voor traag verkeer, industrieën en uitrusting met een hoog SEVESO-risicogehalte,...*) (art. 42, 6°)

1.3. Omtrekken met vergunningsplicht en beperking van burgerlijke rechten (*bestaande verkavelingen, omtrekken waarin het Rampenfonds tussenbeide kwam, onroerende goeden met voorkooprecht, onroerende goeden met onteigening ten algemenen nutte,...*)

1.4. Omtrekken die blijvend deel uitmaken van operationele inrichtingsmaatregelen (*ruilverkavelingsomtrekken, stadheroplevingsomtrekken, stadsvernieuwingsomtrekken, bevoorrechte initiatiefgebieden,...*)

1.5. Erfgoed- en archeologische sites (*beschermde monumenten en sites, met inbegrip van de archeologische opgravingen, monumentaal erfgoed van België, lijst der waardevolle bomen en heggen,...*)

6. Drukfactoren van leefmilieu (ondergrondse holten van wetenschappelijk belang, vochtige gebieden met een biologisch belang, riviercontracten, gevoelige natuurgebieden, biologisch zeer waardevolle gebieden, speciaal beschermde gebieden voor avifauna, oppervlakte met een landschappelijke waarde, dichtbijgelegen en afgelegen preventiegebieden, toezichtsgebieden op waterwinningen, kwetsbare gebieden met de voornaamste waterhoudende lagen,...)

7. De regelgevingstoestand van het bedrijf (*vergunningen en toelatingen voor de huidige site, beroepsverzoeken, eventuele overtredingen op het gewestplan of de vergunningen,...*) als het voorontwerp de uitbreiding van het bedrijf beoogt.

## 2. Omschrijving van de menselijke en leefmilieukenmerken van de betrokken sites (art. 42, 3°)

*De uitgestrektheid van dat grondgebied wordt aangepast volgens de in het vooruitzicht gestelde kenmerken. Ze wordt nader bepaald en punt voor punt beargumenteerd door het studiebureau.*

### 2.1. Menselijke kenmerken

- 2.1.1. Bebouwing - Materiële goederen en erfgoederen : (stedenbouwkundige structuur en architecturale morfologie van de bebouwing en de openbare ruimten, cultureel erfgoed (*beschermde sites en goederen, beschermde gebieden,...*), dichtheidskaarten en ontwikkelingspolen)
- 2.1.2. Boven- en ondergrondse openbare infrastructuren en uitrustingen (*wegen, spoorwegen, hoogspanningslijnen en zeer hoge spanningslijnen, telefoonlijnen, ondergrondse leidingen,...*) + cartografie en evolutie van de capaciteiten)
- 2.1.3. Menselijke activiteiten (*aard en kenmerken van de huidige en potentiële activiteiten w.o. landbouw, toerisme, gevoelige sociaal-culturele uitrustingen zoals rusthuizen, scholen, kinderopvangcentra, ziekenhuizen, andere gevoelige menselijke bezigheden of (Seveso) industriële activiteiten,...*)

### 2.2. Leefmilieukenmerken

- 2.2.1. Geologie (*Wordt indien nodig besproken*)
- 2.2.2. Pedologie (*karakterisering van de bodemsoort, kwaliteit en zeldzaamheid, een uittreksel van de pedologische kaart bijvoegen*)
- 2.2.3. Hydrologie en hydrogeologie (*stroomgebieden, deelstroomgebieden, categorie van de waterlopen, watervlakken, hydrogeologische kaart, waterhoudende laag (soort opgeven), piezometrie, waterwinningen, kwetsbare gebieden, beschermings- en bewakingsgebieden, gebieden onderhevig aan drukfactoren vanwege het leefmilieu,...*)
- 2.2.4. Topografie en landschappen (*geomorfologie en landschappelijk waardevolle omtrekken, ADESA-vergezichten, uitzicht op het landschap vanaf de site en op de site vanuit een afgelegen punt in de omtrek + foto's,...*)
- 2.2.5. Lucht en klimaat (*beschikbare gegevens over de luchtkwaliteit recht tegenover de woningen en de woon-, de recreatiegebieden, de gevoelige gebieden zoals de dichtstbijgelegen rusthuizen, scholen, kinderopvangcentra, plaatsing van Owen-meetinstrumenten, klimaatgegevens, overheersende windrichting, op grond van de gegevensverwerking van het dichtstbij gelegen weerstation, luchtmonsters en -analyses, natuurschermen, ingebedde valleien, bijzondere situaties,...*)

6. Geluidshinder en trillingen (*huidige bronnen en niveaus (akoestisch onderzoek) recht tegenover de woningen en de woongebieden, recreatiegebieden, gevoelige gebieden zoals rusthuizen, scholen, kinderopvangcentra en de dichtstbijgelegen gebieden met een technologisch risico, bestaande of gemeten gegevens, de plaatsen van de metingen aangeven, alsook data en uren*)

7. Fauna en flora (*inventaris en omschrijving van de soorten en de habitats, de bijzondere biotopen, de aquatische en moerasbiotopen, eventuele aanwezigheid van soorten en beschermde milieus*)

## 3. Conclusies over de analyses van de drukfactoren en de potentialiteiten (art. 42, 3°)

\*\*\*

### Hoofdstuk V. — Aanduiding van de waarschijnlijke gevolgen van de uitvoering van het ontwerp op mens en leefmilieu

*Doel is de niet-verwaarloosbare vermoedelijke drukfactoren en effecten (cumulatieve secundaire synergetische, korte-, middellange- en langetermijneffecten, permanente en tijdelijke zowel positieve als negatieve effecten) op mens en leefmilieu duidelijk te maken. (Art 42, 8°)*

*Indien de uitvoering van het (de) ontginningsgebied (-en) gefaseerd verloopt, dienen de effecten bepaald te worden in de verschillende stadia van die uitvoering.*

*Er wordt een onderscheid gemaakt tussen de effecten op de site beoogd bij het voorontwerp en de effecten op de naburige gebieden.*

*Die analyse dient uitgevoerd te worden voor de site van het voorontwerp en de liggingvarianten.*

#### 1. Impact op de leefkwaliteit (*gezondheid, veiligheid, hygiëne,...*)

- 1.1. Bebouwing (*verband van het project met de bestaande agglomeratie en de aangrenzende eigendommen, verenigbaarheid met eventuele ontwikkelingsschema's, met de bestaande uitrustingen en de infrastructuur*)
- 1.2. Effecten op de materiële goederen en het culturele erfgoed (*beschermde monumenten en sites en archeologische opgravingen, barsten in gebouwen, aantasting van de stabiliteit van de gebouwen, verdwijning of verslechtering van gemeentepad en wegen, ondergrondse leidingen (water, elektriciteit, gas, telefoon,...), elektrische lijnen,...*)
- 1.3. Verkeer (*rechtstreeks, onrechtstreeks - aantal vrachtwagens per dag, reisweg, nuttig laadvermogen, effecten op het wegen- en snelwegnet, de infrastructuren en de mobiliteitsstromen,...*)
- 1.4. Mijnschoten (*trillingen recht tegenover de woningen en de woongebieden, recreatiegebieden, gevoelige gebieden zoals de dichtstbijgelegen rusthuizen, kinderopvangcentra en de dichtstbijgelegen gebieden met een technologisch risico, site-effecten,...*)
- 1.5. Geluidshinder (*recht tegenover de woningen en de woongebieden, recreatiegebieden, gevoelige gebieden zoals de dichtstbijgelegen rusthuizen, scholen, kinderopvangcentra*)

- 1.6. Lucht en klimaat (*stof - installatie van Owen-meetinstrumenten -, mistvorming, geurhinder,...*)
- 1.7. Topografie en landschappen (*tijdens en na de ontginningsactiviteit, synthesefoto's maken*)
2. Impact op de menselijke activiteiten (*toeristische activiteiten, SEVESO-activiteiten, land- en bosbouwbedrijvigheid,...*) (art. 42, 9<sup>o</sup>)
3. Impact op bodem en ondergrond (*karst, mijnwerkzaamheden, grondverschuiving, erosie, of andere geotechnische drukfactoren,...*)
4. Impact op de hydrogeologie en hydrologie
  - 4.1. Wijziging van het hydrogeologisch stelsel (*verlaging van de grondwaterstand, grondverzakking, invloed op de waterwinningen en het hydrografisch stelsel,...*)
  - 4.2. Wijziging van het hydrologisch stelsel (*debiet en vuiloracht van de waterlopen, overstromingen na lozing van bemalingswater, verdwijning/ontstaan van vochtige gebieden,...*)
  - 4.3. Inzet van tot drinkwater verwerkbaar watervoorraden
5. Impact op de fauna, de flora, de biodiversiteit
 

*Tijdens en na de uitvoering van het project, verslechtering en verlies van faunistische habitats en ecosystemen, potentiële impact op soorten en habitats van soorten, met een gemeenschapsbelang, Natura 200-ntrekken,... (wetgeving inzake natuurbehoud en Europese richtlijnen 79/409/EEG en 92/43/EEG)*
6. Interactie tussen die verschillende factoren
7. Kenmerken van de gebieden die op niet-verwaarloosbare wijze beïnvloed zouden kunnen worden (art. 42, 4<sup>o</sup>)
 

*Doel is om ten opzichte van de punten 1 t.e.m. 6 zoals hierboven de gebieden aan te duiden die op niet-verwaarloosbare wijze beïnvloed zouden kunnen worden, de leefmilieukenmerken van die gebieden aan te geven en erop te wijzen hoe die kenmerken door het ontwerp gewijzigd dreigen te worden.*

\*\*\*

Hoofdstuk IV. — *Onderzoek naar de uit te voeren maatregelen ter voorkoming, vermindering of compensatie van de negatieve effecten of ter versterking of verhoging van de positieve effecten van het voorontwerp of de liggingvarianten*

1. Voorstelling van de afbakenings- en uitvoeringsvarianten (art. 42, 11<sup>o</sup>)
 

*De afbakeningsvarianten zijn wisseloplossingen voor de onttrek van het (de) ontginningsgebied(en).*

*De uitvoeringsvarianten beantwoorden bijvoorbeeld aan :*

    - een nadere omschrijving van de bestemmingen van het (de) gebied(en)
    - een fasering van de bezetting;
    - technische uitrustingen of bijzondere inrichtingen;...

*Op schaal van het invloedsgebied zijn de grondslagen voor de aanduiding van de afbakeningsvarianten en de uitvoeringsvarianten :*

    - beantwoorden aan de doelstellingen van het voorontwerp;
    - beantwoorden aan het bepaalde van het Wetboek (art. 1, § 1) en andere gewestelijke regelgevende of beleidsbepalende documenten;
    - zo goed mogelijk gebruik maken van de potentialiteiten en de dwingende omstandigheden van het gebied : de negatieve effecten zo klein mogelijk houden en de positieve effecten begunstigen op sociaal, economisch en ecologisch vlak.
  2. Uit te voeren maatregelen (art. 42, 10<sup>o</sup>)
 

*De uit te voeren maatregelen ter voorkoming, vermindering of compensatie van de negatieve effecten of ter versterking of verhoging van de positieve effecten op het leefmilieu dienen voor elke variant aangeduid te worden.*

*Als dergelijke maatregelen in het voorontwerp aanwezig zijn, dient nagegaan te worden of ze afgestemd zijn op de doelstellingen van de herziening en de bijzonderheden van de omgeving. Indien nodig kunnen nieuwe voorschriften worden toegevoegd.*

    - 2.1. Aanpassing van de regelgevende zonerings (*met inbegrip van de omtrekken bedoeld in artikel 40 van het Wetboek*)
    - 2.2. Opstellen van bijkomende voorschriften
 

*Die bijkomende voorschriften kunnen het volgende inhouden (artikel 41 van het Wetboek) :*

      - een nadere omschrijving van de bestemmingen van het (de) gebied(en);
      - de uitvoering van een gemeentelijk plan van aanleg;
      - de fasering van de bezetting van het (de) gebied(en);
      - de omkeerbaarheid van de bestemmingen indien er geen uitvoering is na verloop van een bepaalde tijd.
      - ...
    - 2.3. Aanduiding van technische uitrustingen en bijzondere inrichtingen
  4. Geschatte doeltreffendheid van die niet-herleidbare maatregelen en residuele effecten
3. Opmeten in hoeverre de doelstellingen die relevant zijn voor de bescherming van het menselijk en natuurlijk milieu in het kader van de herziening van het gewestplan in rekening zijn gebracht (Art 42, 7<sup>o</sup>)
 

*De in overweging te nemen doelstellingen inzake bescherming van het leefmilieu slaan minstens op volgende onderwerpen : de biodiversiteit, de bevolking, de menselijke gezondheid, de fauna, de flora, de bodems, het water, de lucht, de klimaatfactoren, de materiële goederen, het culturele erfgoed met inbegrip van het architectonisch en het archeologisch erfgoed, de landschappen en de interacties tussen die factoren.*

*Het betreft de doelstellingen inzake milieubescherming die "relevant" zijn voor bedoeld plan. De relevantie van een doelstelling wordt beoordeeld naar de waarschijnlijke aanzienlijke effecten van het plan op het leefmilieu zoals hierboven omschreven.*

*De in overweging te nemen doelstellingen inzake bescherming van het leefmilieu zijn die, welke vastgesteld zijn op internationaal, communautair of lidstatenniveau.*

*Wat het communautaire niveau betreft, kunnen die doelstellingen afgeleid worden uit meer bepaald het zesde milieuoactieprogramma, maar eveneens uit de verschillende Europese richtlijnen zoals de kaderrichtlijn voor het waterbeleid.*

*Bij opname van de internationaal of Europees vastgestelde doelstellingen in nationaal, gewestelijk of lokaal vastgestelde doelstellingen hoeven enkel laatstgenoemden in overweging te worden genomen.*

#### 4. Vermoedelijke evolutie van de leefmilieutoestand als het plan niet wordt uitgevoerd (art. 42, 3°)

*Hier wordt de waarschijnlijke ontwikkeling van de leefmilieukeurmerken opgegeven van de gebieden die op niet-verwaarloosbare wijze beïnvloed zouden kunnen worden (zie hoofdstuk IV, punt 7) indien een herziening van het gewestplan uitblijft.*

\*\*\*

### Hoofdstuk VII. — Verantwoordingen, aanbevelingen en opvolging van de uitvoering van het gewestplan

#### 1. Verantwoording en vergelijking van het voorontwerp en de verschillende afbakenings- en uitvoeringsvarianten (art. 42, 11°)

*De verantwoording gebeurt op grond van artikel 1, § 1, van het Wetboek en de analyse van de voorgaande hoofdstukken.*

*In de vorm van een tabel berust de vergelijking minstens op onderstaande elementen : effecten (zowel positieve als negatieve) op het leefmilieu, uit te voeren maatregelen ter verzachting van de maatregelen, overige effecten.*

*Erop wijzen welke de voornaamste potentialiteiten en drukfactoren van het herzieningsontwerp van het gewestplan zijn.*

*Conclusies over de aanvraag en, in voorkomend geval, aanbevelingen formuleren.*

#### 2. In het vooruitzicht gestelde maatregelen voor de opvolging van de uitvoering van het gewestplan (art. 42, 13°)

*Zaak is, de lijst op te maken van de niet-verwaarloosbare effecten, opvolgingsindicatoren voor die effecten voor te stellen, wijze van berekening of vaststelling ervan, de gebruikte gegevens en hun bron, evenals hun grenswaarden.*

*De auteur kan raad geven over punten die in het vergunningsaanvraagdossier en het effectonderzoek van het ontwerp uitgewerkt moeten worden.*

### Hoofdstuk VIII. — Omschrijving van de evaluatiemethode en van de gerezen moeilijkheden

#### 1. Omschrijving van de evaluatiemethode en van de gerezen moeilijkheden (art. 42, 12°)

*Doel is de specifieke elementen van de evaluatiemethode te omschrijven en de moeilijkheden te bepalen die met name tijdens de verzameling van gegevens en de methodes voor de schatting van de behoeften ondervonden zijn.*

#### 2. Grenzen van het onderzoek (art. 42, 12°)

*De auteur van het onderzoek geeft aan welke moeilijkheden gerezen zijn en op welke punten hij niet dieper is kunnen ingaan en die eventueel uitgediept kunnen worden in toekomstige effectonderzoeken.*

\*\*\*

### Bibliografie

\*\*\*

### Niet-technische samenvatting

*Inhoudstafel, gevolgd door de lijst van de kaarten, figuren en foto's (met opgave van het nummer van de bladzijde waar ze zich bevinden).*

*De niet-technische samenvatting is een onafhankelijk document van hoogstens dertig tekstbladzijden. Met een kaart-, figuur- en kleurenfotodocumentatie.*

*Dat document moet het effectonderzoek van het plan samenvatten en het omzetten naar een niet-technische taal om het begrijpelijk te maken voor een publiek van niet-kenners en de deelneming van de burgers aan het openbaar onderzoek bevorderen.*

*De voorgestelde positieve en negatieve effecten en verzachtende maatregelen (aanbevelingen) worden in een samenvattings-tabel gepresenteerd.*

*Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 14 juni 2007 waarbij beslist wordt tot herziening van het gewestplan Luik (blad 34/65) en tot aanneming van het voorontwerp van herziening van het plan met het oog op de opening van een ontginningsgebied op de locatie "Boyou" genaamd en op de herbestemming als landbouwgebied van een ontginningsgebied op het grondgebied van de gemeente Oupeye (Heure-le-Romain).*

Namen, 14 juni 2007.

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,  
A. ANTOINE